



LES DOSSIERS DE PRESSE DU CENTRE D'INFORMATION INTER-PEUPLES

SYRIE :

DÉSASTRE HUMANITAIRE,

CHAOS POLITIQUE



Alep... Photo Amnesty international

Le CIIP est
membre de



5 €

Janvier 2016

SOMMAIRE

Introduction	5
Données de base, historique...	6
1. Le régime syrien	9
· <i>La vraie nature du régime syrien</i> - Ignace Leverrier, 13/05/2011 http://syrie.blog.lemonde.fr/2011/05/13/la-vraie-nature-du-regime-syrien/	
2. Répression et crime contre l'humanité	10
· <i>Loi, médias, services secrets : comment la répression s'organise en Syrie</i> - Vincent Matalon, Le Monde, 11/05/2011	
3. De la révolution à la guerre civile	12
· <i>Points de repères pour aider à ne pas perdre la boussole quand on parle de la Syrie</i> - Pierre Vandevorde, 28/12/2015, www.europe-solidaire.org/spip.php?article36897	
4. Une opposition hétérogène dominée par les islamistes	14
· <i>Syrie : les islamistes conquièrent la rébellion</i> - Aron Lund, Alternatives Internationales n° 057 - décembre 2012 http://www.alternatives-internationales.fr/page.php?controller=article&action=htmlimpression&id_article=61574&id_parution=1180	
· <i>Poker menteur au Kurdistan</i> - Félix Poyer, 06/01/2016 http://syrie.blog.lemonde.fr/2016/01/06/poker-menteur-au-kurdistan/	
5. Apparition de "l'Etat islamique"	19
· <i>L'Etat islamique est aussi la créature du baasisme</i> - Matthieu Rey, 18/11/2015 http://alencontre.org/moyenorient/irak/letat-islamique-est-aussi-la-creature-du-baasisme.html	
· <i>Daech reflète aussi la crise morale des politiques dans ce monde</i> - Ziad Majed, 21/12/2015 http://syrie.blog.lemonde.fr/2015/12/21/daech-reflete-aussi-la-crise-morale-des-politiques-dans-ce-monde/	
6. La Syrie, théâtre des rivalités entre les puissances régionales	22
· <i>La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien</i> - Kamal Bayramzadeh, Cahiers de Sciences politiques de l'ULg, Cahier n°27, http://popups.ulg.ac.be/1784-6390/index.php?id=723	
7. La Syrie, théâtre des rivalités des puissances impérialistes	26
· <i>Le peuple syrien, martyr des rivalités et ententes impérialistes</i> - Joseph Daher, 09/12/2015 - https://syriafreedomforever.wordpress.com/2015/12/09/le-peuple-syrien-martyr-des-rivalites-et-ententes-imperialistes/	
8. Bilan humain et économique de la guerre civile	31
· <i>Syrie: l'enfer, jusqu'à quand ?</i> Ismaël Dupont, 16/03/2015 - www.le-chiffon-rouge-morlaix.fr/2015/03/syrie-l-enfer-jusqu-a-quand.html	
9. En guise de conclusion	35
· <i>Ni Daech, ni Assad, pour une paix juste</i> - Mouvement pour le Socialisme (MPS), 16/10/2015 - http://alencontre.org/moyenorient/syrie/ni-daech-ni-assad-pour-une-paix-juste.html#more-30775	
Annexes :	37
· <i>La Syrie entre révolution et contre-révolutions</i> - Gilbert Achcar et Terry Conway, 02/10/2013 - www.europe-solidaire.org/spip.php?article30084	
· <i>Syrie : Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'opposition</i> - Aron Lund, 05/01/2016 http://orientxxi.info/magazine/syrie-tout-ce-que-vous-avez-toujours-voulu-savoir-sur-l-opposition,1139	
Pour aller plus loin	46



Introduction

Au début de l'année 2011, suite au renversement des régimes dictatoriaux de Ben Ali et de Moubarak en Tunisie et en Egypte, des vagues de protestation atteignent la Syrie pour contester le pouvoir de la clique d'Assad au pouvoir depuis 1970. Malgré l'influence des événements égyptien et tunisien sur les révoltes en Syrie, la politique dictatoriale menée par le clan Assad depuis quarante ans - et ses conséquences désastreuses sur la situation sociale et économique du pays - est la principale cause de ce mouvement de protestation pacifique. Les manifestants revendiquaient un changement démocratique du régime et une politique économique et sociale plus juste pour le peuple syrien.

En fait, le régime baasiste a fondé son pouvoir sur la construction d'un vaste appareil répressif et une bourgeoisie rentière et corrompue, complètement inféodée au clan d'Assad. Tous les syndicats et partis politiques ont été interdits ; les médias indépendants ont été réduits au silence. Les opposants et les personnalités politiques ont été emprisonnés ou ont pris le chemin de l'exil. La mise en œuvre de la politique d'ajustement structurelle, surtout par Bachar El Asad depuis son arrivée au pouvoir, a fortement aggravé la situation économique des couches populaires, a creusé les inégalités sociales et renforcé la mainmise d'une bourgeoisie rentière corrompue, liée au régime au pouvoir, sur un vaste secteur économique du pays. Ainsi, en 2010, à la veille du déclenchement de la vague de protestation populaire, plus de 33% de la population syrienne vivaient en dessous du seuil de pauvreté ; le taux de chômage représentant 20% de la population active pour atteindre plus de 50% des jeunes actifs.

La répression sanglante par le régime baasiste de la protestation a transformé les manifestations pacifiques en une résistance armée pour renverser le régime criminel du clan Assad. La politique répressive du régime contre les mouvements démocratiques, les mannes financières des régimes réactionnaires arabes et le chaos irakien (conséquence de l'invasion de ce pays, en 2003, par l'impérialiste états-unien) ont favorisé l'émergence et la domination des factions islamistes réactionnaires et surtout la domination de la bande criminelle "Etat islamique" (Daech), dans le conflit syrien. Ainsi, les mouvements démocratiques qui luttent pour la liberté politique et la justice sociale sont marginalisés et la Syrie est transformée en un champ de bataille entre un régime sanguinaire et les différentes factions islamistes réactionnaires et leurs soutiens respectifs dans cette région, et finalement entre les différents pays impérialistes, qui rivalisent entre eux pour maintenir et renforcer leur domination sur cette région stratégique.

Aujourd'hui, le conflit syrien continue ses ravages humains et ses destructions économiques incalculables. Selon les organisations des droits humains, le bilan de cette guerre criminelle est effroyable : plus de 250000 tués, dont soixante cinq mille civils, parmi lesquels 11 000 enfants ; plus de huit millions de déplacés dont quatre millions vers les pays limitrophes (Turquie, Liban et Jordanie), plus d'un million vers l'Europe. Les dégâts économiques sont estimés à 250 milliards de dollars ; les ramifications de cette guerre désastreuse dépassent les frontières de la Syrie pour se manifester sous la forme d'attentats criminels en Turquie, au Liban, et au mois de novembre en France. Tout cela favorise une situation politique délétère, renforce des mouvements xénophobes et racistes, et renforce la mise en place de mesures liberticides qui menacent la cohésion sociale et la démocratie dans notre pays.

Nous dénonçons cette guerre criminelle qui martyrise le peuple syrien, nous continuons à soutenir les luttes des forces démocratiques en Syrie dans leur combat contre la clique d'Assad, et les différentes factions islamistes réactionnaires et criminelles.

Ni Assad, ni Daech, luttons pour une Syrie libre et démocratique !



DONNÉES DE BASE

Nom officiel : République arabe syrienne

Superficie : 185 181 Km²

Population : 22.0 millions (2015). Près de 65 % a moins de 30 ans

Capitale : Damas

Villes principales : Alep, Homs, Hama, Lattaquié.

Langue officielle : arabe

Langues courantes : arabe, kurde.

Composition ethnique : Arabe (90%), kurde (9%), arménien, turkmène

Religions : sunnites (74%), alaouites (12%), chrétiens (10%), druzes (3%), chiites duodécimains, ismaéliens, juifs.

IDH : 0,564 (134^e)

Monnaie : Livre syrienne

Fête nationale : 17 avril (commémore l'évacuation des troupes françaises, le 17/04/1946)



Énergie production de 400 000 barils de pétrole/jour dont 90% exportés vers l'Europe. Le groupe français Total réalise 1,6 % de sa production en Syrie (septembre 2011). Dans le pays, pénuries de plusieurs produits essentiels - mazout, gaz, électricité... (avril 2012).

Chômage : 20 % à 25 % (2012), atteignant 55 % pour les moins de 25 ans.

Pauvreté : de 11 % (2000) à 33 % (2010) des Syriens vivant sous le seuil de pauvreté. 30 % sont juste au-dessus de ce niveau. 60 % des richesses économiques de la Syrie est accaparé par le clan Assad,

Sources : PNUD, MAE et Inprecor

Rappel historique, 1941-2011

1941 : Déclaration d'indépendance. **1946** : Évacuation des troupes françaises. **1958/1961** : Période d'union avec l'Égypte (République arabe unie). **1963, 8 mars** : Coup d'état militaire. Le parti Baas qui tient un discours pan arabiste et socialiste prend le pouvoir. **1966, février** : putsch militaire, mettant au pouvoir une junte dirigée par Nur al-Din al-Atasi et Salah Djadid. **1967, 6 juin** : Guerre des Six-jours ; Israël occupe le Golan. **1970** : Arrivée du général Hafez el Assad au pouvoir. **1973, janvier** : Nouvelle Constitution donnant tous les pouvoirs à Hafez el Assad - **octobre** : Guerre d'Octobre. **1976, juin** : Intervention de l'armée syrienne au Liban. **1977** : insurrection armée lancée par les Frères musulmans. Nombreux crimes dans les 2 camps. **1982, février** : révolte lancée par les Frères musulmans à Hama, violemment réprimée, entre 10 000 et 40 000 morts civils. **1989** : Les accords de Taëf reconnaissent le rôle de la Syrie au Liban. Élections législatives, le parti Baas est à nouveau vainqueur. Création du Comité de défense des libertés démocratiques, première organisation de défense des libertés démocratiques en Syrie. **1995, 12 novembre** : 25^e anniversaire de la prise du pouvoir par Hafez-el-Assad . **1996, juin** : Sommet régional après l'arrivée de B. Netanya-

hou au pouvoir en Israël. **1997, avril** : La Syrie participe à la conférence euro-méditerranéenne de Malte. **1999, 10 février** : Réélection à 99,9 % de Hafez el Assad pour un nouveau mandat de 5 ans. **2000, 10 juin** : Décès de Hafez el Assad. Le jour même modification de la Constitution pour permettre à son fils Bachar de lui succéder. **2001, février** : arrêt du court climat de liberté relative qui a fait suite à l'investiture de Bachar al-Hasad, répression et nouvelle chape de plomb écrasant toute activité politique ou intellectuelle indépendante ou critique. **15 avril** : Raid israélien sur la Syrie. **2003-2004** Lois de libéralisation et privatisation de pans entiers de l'économie. **2005** : Démentie de la Syrie dans l'attentat à Beyrouth contre Rafic Hariri, ancien Premier Ministre libanais. Retrait des troupes syriennes du Liban. **2007** : Réélection de Bachar el Assad à la Présidence de la République avec 97,62% des suffrages exprimés. **2008** : Visite de Bachar el Assad en France à l'occasion du sommet de l'Union pour la Méditerranée. Privatisation des terres, libération des prix et suppression des aides aux plus défavorisées. **2009** : Reprise des relations diplomatiques avec le Liban. **2011, 17 février** : début des révoltes...



Depuis 2011...

2011, 17 février : le tabassage d'un jeune par des policiers pour une probable simple contravention de circulation à Damas provoque en réaction une manifestation d'environ 3 000 personnes qui crient pour la première fois "le peuple Syrien refuse d'être humilié". **Mars** : manifestation et déclenchement d'un processus révolutionnaire pacifique. Cycle de manifestations (à l'échelon national fin mars) et de violentes répressions, nombreux morts, blessés, arrestations. **Printemps**, militarisation de la révolte, constitution de l'Armée de la Syrie Libre (ASL). Assad fait intervenir chars, aviation, mortiers lourds. **15 mai**, libération par Bachar el-Assad de 700 islamistes favorisant ainsi la militarisation et l'islamisation de la révolution syrienne pacifique. **Été-automne**, poursuite des manifestations (en juillet, le nombre des manifestants est estimé à quatre millions) et de la répression. **Octobre**, assassinat de l'opposant kurde Mechaal Tamo.

2012, la Syrie a plongé dans la guerre civile. Entrée en Syrie de l'"Etat islamique d'Irak" qui crée une branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front Nusra, installation facilitée par le régime syrien, exactions croissantes des milices islamistes contre la révolution syrienne. **Mai**, massacre de Houla, 108 morts dont 49 enfants; montée en puissance du djihadisme. Le PYD (Kurde, contrôlé par le PKK) prend le contrôle des régions kurdes de Syrie et y établit des institutions autonomes. **Juin**, début du siège de la vieille ville de Homs par l'armée syrienne; **18 juin**, attentat contre le QG de la cellule de crise du régime syrien à Damas (auteur probable l'Arabie Saoudite) **Juillet**, 40 % à 50 % du pays est contrôlé par la révolution et les villages sont gérés par des comités locaux. Offensive de l'ASL à Damas. Bataille d'Alep, la deuxième ville du pays (dont la partie nord et est contrôlée par les rebelles), 20 000 soldats du régime assiègent et bombardent la ville.

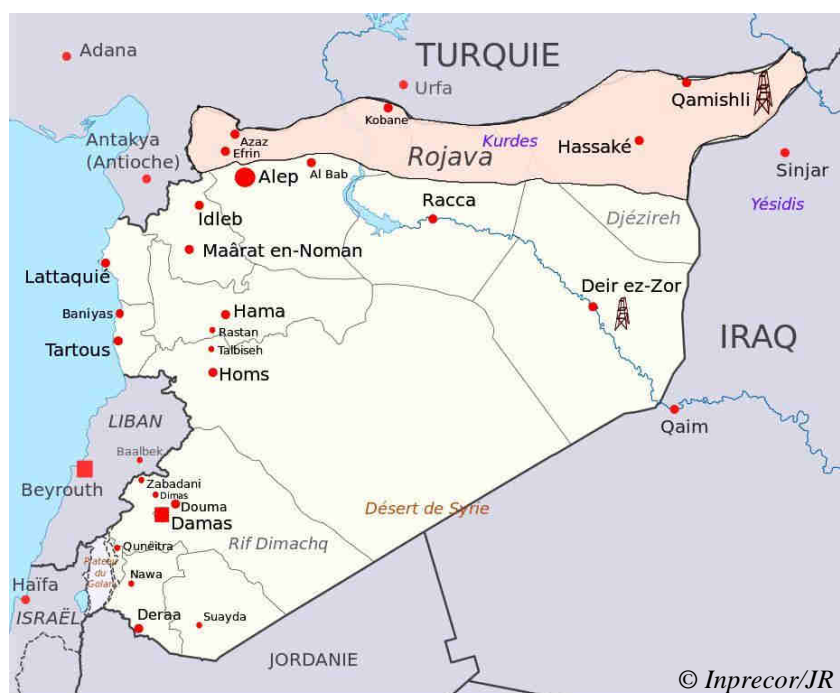
2013, janvier : bombardement aérien de l'université d'Alep, 90 morts. 200 morts par jour. **Mars**, Raqqa se libère avant que Daech ne la reprenne. **Printemps**, lutte acharnée du PYD et du PKK contre les islamistes du Front el-Nusra au nord de la Syrie. **Juin**, chute de Qoussair, ville stratégi-

que près de la frontière libanaise. **21 août**, utilisation d'armes chimiques par le régime d'Al-Assad dans la banlieue est de Damas, près de 1 300 morts. **10 décembre**, enlèvement de l'avocate militante Razan Zaitouneh à Damas.

2014, début juin : vaste avancée en Irak de Daech (Etat islamique d'Irak et de Syrie) à partir de la Syrie, **Septembre**, Daech encercle Kobané. **Début août**, intervention d'une coalition internationale menée par les Etats-Unis qui bombarde des positions djihadistes à Kobané. **25 et 26 novembre**, des raids de l'armée d'Assad, inoffensifs pour Daech tuent 305 civils à Raqqa.

2015, janvier, reprise de Kobané par les forces kurdes, soutenues par les frappes aériennes de la coalition. **4 mai**, affaibli, le régime syrien multiplie les attaques au chlore. **21 mai**, prise de Palmyre par Daech qui contrôle la moitié de la Syrie, exode massif de réfugiés vers l'Europe. **27 septembre**, premières frappes aériennes françaises. **30 septembre**, frappes aériennes russes sur les populations des zones tenues par les rebelles avec l'objectif de sauver le régime de Bachar el-Assad, des dizaines de morts chaque jour. **20 octobre**, rencontre Poutine - Assad. **30 octobre**, ouverture des pourparlers internationaux. **18 décembre**, résolution du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant une feuille de route pour une sortie de crise par étapes de paix avec le régime...

Sources : www.inprecor.fr/fiches/syrie.html et www.la-croix.com/Actualite/Monde/Chronologie-interactive-la-guerre-en-Syrie-2013-07-23-989888



Forces politiques

Parti Baas ("Parti de la résurrection arabe et socialiste") et Bachar al-Assad, président dictateur. Fonctionnement du régime syrien sur une base de type clanique et confessionnel (minorité alaouite). Divers services de sécurité et organisations servent le clan au pouvoir : les shabbiha (milices civiles alaouites), Al-Moukhabarat (services de renseignements, ils jouent un rôle de premier plan dans la répression).

Armée : les généraux font partie des décideurs du premier cercle d'Assad. 12 entrepôts d'armes chimiques. Bases militaires russes.

Front du Changement et de la Libération : composé des partis Volonté Populaire, l'unité des Communistes, (une scission du Parti communiste syrien) et d'une des fractions du Parti national social syrien. Proche du pouvoir.

Comité de défense des libertés démocratiques en Syrie (CDF) Fondé en 1989. La plupart des membres ont été emprisonnés ou forcés à l'exil.

Comités locaux de coordination (CLC) : principaux organisateurs de l'insurrection. Réseaux regroupant surtout des jeunes qui coordonnent la mobilisation. Les *tansiqiyat* sont les coordinations qui organisent la résistance et le soulèvement dans les quartiers et à l'échelle d'une ville. Il y a une direction nationale des coordinations. *Antalya* : groupe rassemblant les opposants syriens.

Coalition nationale syrienne (CNS) : principal rassemblement d'opposants, créé en novembre 2012. Regroupement hétérogène allant des Frères musulmans jusqu'à des gens de gauche, en particulier le Parti démocratique du peuple (PDP) issu du Parti communiste, Objectif affiché : "le renversement du régime Assad pour fonder une Syrie civile et démocratique". Est reconnu comme le principal représentant et interlocuteur de l'opposition syrienne par plusieurs pays arabes et occidentaux, ainsi que par l'ONU. Sa branche militaire est l'**Armée syrienne libre (ASL)**, 60 000 combattants, disposant d'un armement léger et insuffisant.

Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD) : fondé le 30 juin 2011, regroupe des opposants nationalistes, les partis du "Rassemblement de la gauche marxiste" - dont le Parti d'action communiste (PAC) -, des partis Kurdes qui se sont retiré rapidement (à l'exception du PYD) et des personnalités indépendantes. S'oppose à toute intervention étrangère, contrairement au CNS.

Maan : mouvement démocratique révolutionnaire créé le 23 juin 2011 par des anciens militants de la gauche radicale. A rompu avec le CCNCD.

Coalition Watan (la Patrie) : direction politique révolutionnaire de masse instaurée en février 2012. Regroupe des groupes de gauche révolutionnaire issus d'horizons différents.

Conseil national de soutien à la révolution syrienne (CNSSR). En concurrence avec le CNS. Appelle clairement au renversement militaire du régime par des puissances extérieures. Incarné par l'ex-vice-président syrien Amdelhalim Khaddam. Ne semble pas avoir une réelle influence en Syrie, mais cherche à être l'interlocuteur des grandes puissances dans la perspective d'une chute du régime.

Courant de la gauche révolutionnaire (CGR). Groupe de militants marxistes révolutionnaires, engagé dans le processus révolutionnaire. A publié en octobre 2011, le "Programme de transition de la gauche révolutionnaire en Syrie".

Union des étudiants libres de Syrie (SFSU). Fondée le 29 septembre 2011, bastion politique et syndical de la résistance pour une société démocratique dans la vie du mouvement étudiant. Rôle majeur dans les campagnes de grève et de désobéissance civile en janvier et février 2012.

Daech ("État Islamique" (EI) Front Al-Nosra Al-Qaïda) : créé en 2006, lorsque Al-Qaïda en Irak forme avec cinq autres groupes djihadistes le Conseil consultatif des moudjahidines, qui proclame l'État islamique d'Irak. 2012, début extension en Syrie. 9 avril 2013, devient l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). 29 juin 2014, annonce le rétablissement du califat sous le nom "État islamique" dans les territoires sous son contrôle. Son objectif est un "Califat" sur l'Irak et la Syrie.

Armée arabe syrienne. Compte environ 5 000 soldats qui, avec les Kurdes et d'autres groupes rebelles, ont formé l'alliance des Forces démocratiques syriennes en lutte contre l'EI.

Partis kurdes : **Parti de l'Union démocratique (Partiya Yekîtiya Demokrat, PYD)**, aile syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, PKK). **Unités de protection du peuple kurde (YPG)** : principale milice kurde. **Conseil national kurde** : coalition d'une douzaine de parti d'importance inégale, installée dans le Kurdistan irakien. Force d'opposition au régime syrien, ses membres sont proches des deux partis historiques des Kurdes d'Irak : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique kurde (UPK).

Sources : <http://www.inprecor.fr/fiches/syrie.html> et <http://orientxxi.info/magazine/le-cavalier-seul-des-kurdes-de-syrie,0553>



1 - Le régime syrien

La vraie nature du régime syrien

Ignace Leverrier

13 mai 2011

<http://syrie.blog.lemonde.fr/2011/05/13/la-vraie-nature-du-regime-syrien/>

Combien faudra-t-il encore de centaines, voire de milliers de morts, à Daraa, Baniyas, Lattaquié, Rastan, Homs, Douma, Al Madamiyeh et ailleurs, avant que les bacharophiles et les bacharolâtres, les thuriféraires du "régime laïc syrien", les promoteurs de la "troisième voie" et les faux-prophètes du prochain "réveil de la Syrie", commencent à se demander si la réponse apportée depuis deux mois par le pouvoir syrien au défi de la rue constitue un agissement exceptionnel, adapté aux circonstances, où s'il ne révèle pas plutôt la véritable nature du régime de Bachar Al Assad.

C'est malheureusement le cas et il faut se rendre à l'évidence : la violence est la véritable nature du régime à la tête duquel Bachar Al Assad a été placé à la mort de son père. Au cours des onze années passées, il a procédé au renouvellement des têtes dans tous les secteurs, mais il n'a rien modifié d'un système qui lui garantit la pérennité à la tête de l'Etat et la poursuite de la captation de ses ressources. Et, comme il l'a montré, c'est ce qui l'intéresse. Si la violence a été, à Daraa, sa première réponse aux revendications légitimes et pacifiques de sa population, c'est tout simplement parce qu'il n'en a pas d'autre. On l'avait compris dès la fin du Printemps de Damas : politiquement, son régime n'a rien à dire, à négocier, à concéder... parce qu'abandonner la violence et s'engager dans la voie politique, pour un tel système, c'est accepter l'idée de se suicider. Peu importe que le prix à payer - par la population évidemment - pour sa volonté de rester en place, lui et les siens, soit exorbitant en termes de vies humaines. C'est "pour le bien des Syriens"...

La violence est légitime, nous dit-on, parce qu'il s'agit de combattre des "agents de l'étranger", des "wahhabites", des "terroristes", des "infiltrés", des hommes armés fanatiques et sanguinaires qui tuent de simples citoyens, des soldats, des officiers, des passagers de minibus...

Devant un tel discours, on peut légitimement s'inquiéter pour la vie de milliers de Syriens. On se souvient en effet que, peu de temps avant que la ville de Hama soit livrée à Rifaat Al Assad et à ses soudards par Hafez Al Assad, aux premiers jours de la révolte de la ville, en février 1982, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Adnan Dabbagh, avait affirmé que "les opposants armés n'y dépassaient pas les 300" et qu'ils n'y constituaient qu'un "groupe restreint". On sait ce qui s'en est suivi : au moins

20 000 morts parmi ses habitants, soit près de 10 % de sa population, et presque autant de disparus. La plupart n'ont pas été tués durant les bombardements de la ville par les chars et l'artillerie, mais après sa chute, à l'occasion d'opérations de représailles et du fait de la destruction systématique de quartiers entiers sur leurs habitants. Le tout accompagné de violations répétées et scandaleuses aux droits des hommes, des femmes et des enfants.

Le rôle d'un "Etat normal" est évidemment de préserver la sécurité publique et de rétablir l'ordre lorsque c'est nécessaire. Mais quand une opération de reprise en main se transforme en massacre au point de s'apparenter à un crime contre l'humanité, l'Etat qui le commet perd toute légitimité devant ses citoyens.

Le rôle d'un "Etat respectable" est d'assurer et de faire régner la justice, pas d'inciter à la vengeance ou d'encourager la vendetta. C'est ce qui s'est produit à Hama jadis, où une grande partie des victimes assassinées de sang froid après la reprise de la ville avaient pour seul tort d'être hamawies. Quel est le tort des jeunes gens d'Al Bayda, récemment humiliés et bastonnés sur une place publique, et ceux de Baniyas, conduits enchaînés dans un village voisin pour y être insultés avant d'être emprisonnés ?

Le rôle d'un "Etat impartial" est de prévenir toute forme de discrimination, pas de s'édifier autour de ce principe, et encore moins de répondre par des agissements confessionnels à d'autres agissements confessionnels, comme à Hama, où, par haine des sunnites à l'origine du soulèvement, les forces armées presque exclusivement alaouites n'ont épargné ni les chrétiens, ni les membres du Parti Baath. Quel est le moteur des interventions actuelles des services de sécurité et des unités sélectionnées au sein de l'armée pour participer à la répression ?

On s'effraie de constater que, à 30 ans de distance, les mêmes agissements se répètent. Bachar a remplacé Hafez, et dans son discours les "salafistes" ont pris la place les Frères Musulmans. Mais ce sont les mêmes prétextes que le régime avance pour laisser libre cours à la violence, à la terreur et à la haine de ses partisans. Il se justifie en s'inventant des ennemis animés de sentiments sectaires, alors que les manifestants, avides de liberté et de dignité, dénoncent uniquement la monopolisation du pouvoir, la corruption et le caractère mafieux de son régime.

Ignace Leverrier



2 - Répression et crime contre l'humanité

Loi, médias, services secrets : comment la répression s'organise en Syrie

Vincent Matalon

Le Monde, 11 mai 2011

A lors que la contestation du régime syrien dure depuis près de deux mois et malgré les sanctions internationales prises à l'encontre du pouvoir, la répression semble s'accroître. Après s'être abattue sur la ville de Deraa, à l'origine du mouvement d'insurrection, elle a touché Baniyas,



L'armée syrienne quitte la ville de Deraa, dans le sud du pays, le 5 mai 2011. AP/Anonymous

Un large arsenal juridique

Nécessaires pour légitimer la répression, les différents textes de loi syriens offrent au régime une large gamme d'outils pour parvenir à ses fins. L'article 8 de la Constitution de la République arabe syrienne empêche ainsi le pluralisme politique en organisant le monopole du parti Baas sur la vie politique. L'appartenance aux Frères musulmans fait encourir la peine de mort depuis l'époque où le mouvement a tenté, à la fin des années 1970, de soulever la population contre Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président.

Bachar Al-Assad est par ailleurs à l'origine d'un décret, paru en septembre 2001, limitant sérieusement la liberté de publication. Toute violation de ce décret, considérée comme criminelle, est passible d'une sévère amende accompagnée d'une peine d'emprisonnement pouvant atteindre trois ans.

Tout-puissant, le régime syrien se caractérise par son expression arbitraire. Ainsi, pour Elizabeth Picard, directrice de recherche émérite au CNRS et spécialiste du Moyen-Orient, "un exemple symbolique de cette méthode est la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis près de cinquante ans", a-t-elle expliqué lors d'une table ronde organisée mardi 10 mai à Paris. Après avoir ignoré cette demande des protestataires, Bachar Al-Assad a finalement décidé d'y accéder le 21 avril dernier. "Mais cette décision s'applique 'sauf cas exceptionnel', comme une menace terroriste, précise la chercheuse. Or, depuis le début de la contestation, le régime évoque

en permanence ce danger, ce qui permet en pratique de perpétuer l'état d'urgence."

En guise d'ouverture face aux revendications populaires, le président syrien a également autorisé le déroulement de manifestations pacifiques. "Mais celles-ci doivent être préalablement déclarées au ministère de l'intérieur par les organisateurs, qui doivent lui faire parvenir leurs biographies", détaille Elizabeth Picard. La pratique diffère donc grandement du discours : sur son blog, "Un œil sur la Syrie", l'ancien diplomate Ignace Leverrier raconte ainsi qu'un avocat ayant sollicité une autorisation de manifester auprès des autorités a été arrêté par les services de renseignement.



Le président syrien, Bachar Al-Assad, devant le Parlement, à Damas, le 30 mars 2011. AFP

Sur le terrain, des forces aux multiples visages

La répression est incarnée par de nombreuses entités. En plus de l'armée et de la police, le pouvoir peut compter sur des unités non répertoriées officiellement, telles certaines milices locales ou des organes du parti Baas. Mais au sein de l'appareil répressif, les moukhabarat (agents des services de sécurité syriens), jouent un rôle très particulier. "Ils sont les piliers du pouvoir depuis bien longtemps", explique Barah Mikail, directeur de recherches à la Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur. Très présents depuis le début de la contestation, habillés en civil, ils procèdent à de multiples arrestations en marge des défilés. "Ils sont d'autant plus puissants qu'ils peuvent recourir ponctuellement à des relais au sein de la population syrienne, continue le chercheur. Certains peuvent ainsi espérer des avantages en termes d'accès à l'emploi pour leurs proches, ou connaître une ascension sociale."

... / ...





Dans un café de Damas, le 29 avril dernier.
AFP/Louai Beshara

Pour les contestataires, le risque d'être dénoncé est présent à chaque instant : Elizabeth Picard indique ainsi que, selon certaines sources, jusqu'à un million de Syriens – sur les 22 millions que compte le pays – seraient impliqués de près ou de loin dans cet appareil répressif.

Par ailleurs, les éléments les plus actifs de la répression sont protégés, selon la chercheuse, par un flou juridique : "Leurs pratiques ne sont pas cadrées par la loi, ils ne peuvent pas être traduits en justice et n'ont donc pas de limite dans l'usage de la force."

La force, le régime n'a pas hésité à en faire usage contre les contestataires. Du 25 avril au 5 mai, la 4e division de l'armée, dirigée par le frère du président Al-Assad, est ainsi intervenue à Deraa, le berceau de la contestation, avec un mode d'opération bien réglé : pendant que l'armée encercle certains quartiers de la ville et coupe les réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, les services secrets investissent la zone et procèdent à des arrestations massives. "Les hommes entre 15 et 40 ans sont systématiquement raflés avant de passer entre les mains de la police", développe Elizabeth Picard. "Ils sont ensuite fichés – lorsqu'ils ne le sont pas déjà – et souvent retenus dans les prisons. L'objectif est clair : il s'agit de les effrayer pour les dissuader de s'engager à nouveau dans l'opposition", poursuit-elle. Finalement, l'armée s'est retiré le 5 mai, avec le sentiment d'avoir "achevé sa mission". Le même scénario s'est depuis reproduit dans les autres bastions de la contestation.

L'organisation Amnesty International s'inquiète également de tortures sur les prisonniers, certains témoignages évoquant des privations de nourriture et des passages à tabac.

La propagande à l'œuvre dans les médias

Le régime s'appuie enfin sur les médias pour diffuser sa propagande, basée sur trois axes. Le premier consiste en une exaltation de Bachar Al-Assad et de son gouvernement. "La télévision et la presse officielle qui continue à paraître utilise des slogans qui relèvent de l'amateurisme, comme 'Nous adorons notre président' ou 'C'est parce que nous avons du

cœur que nous respectons la police'. Cela ne les rend absolument pas crédibles auprès de la population", estime Elizabeth Picard.

Quant aux médias étrangers, il leur est désormais impossible de travailler dans le pays. Certains journalistes étrangers n'ont pas été épargnés par les arrestations. Le collaborateur du Monde Khaled Sid-Mohand a ainsi passé trois semaines en détention avant d'être libéré, mardi 3 mai, tandis que la chaîne qatarie Al-Jazira est depuis le 29 avril sans nouvelles d'une de ses reporters. Le Comité de protection des journalistes a indiqué mardi qu'au moins cinq journalistes seraient actuellement en détention dans le pays.

Autre ligne directrice du discours officiel : l'existence d'une conspiration contre l'Etat. Dans un premier temps, Al-Assad a ainsi évoqué un complot israélien, avant d'agiter la menace salafiste pour désigner les protestataires. Ce discours-ci rencontre un certain écho, estime Barah Mikail. "Cette stratégie médiatique ne leurre pas grand monde à l'extérieur du pays mais arrive à jouer sur la peur d'affrontements communautaires chez les Syriens".

C'est là le troisième levier utilisé dans la communication du pouvoir. La menace de la fitna, désordre créé par la dissension entre les groupes régionaux, ethniques et religieux, est considérée comme crédible dans ce pays à majorité sunnite, où coexistent plusieurs cultes. En plus des médias, le régime utilise ce mécanisme en faisant circuler des rumeurs dans les villes multiconfessionnelles. "À Baniyas, qui est mi-sunnite, mi-alaouite, des informations selon lesquelles certains quartiers s'attaqueraient à d'autres sont répandues par le régime pour terroriser les habitants", précise ainsi Elizabeth Picard.

Vincent Matalon



3 - Syrie : de la révolution à la guerre civile

Points de repères pour aider à ne pas perdre la boussole quand on parle de la Syrie

Pierre Vandevoorde

28 décembre 2015,

www.europe-solidaire.org/spip.php?article36897

(extraits)

Zahrane Allouche, dirigeant du plus important groupe rebelle de la région de Damas, a été tué vendredi par des frappes aériennes russes à l'est de la capitale. Soutenu par l'Arabie saoudite, Jaich al-Islam contrôle la plus grande partie de la banlieue est de la capitale, régulièrement bombardée par les forces gouvernementales. Du coup le transfert pour Rakaa de 4000 combattants avec leurs familles est remis en cause" ». Voilà en gros les dernières nouvelles.

Comment s'y retrouver dans ce fouillis ?

Il faut d'abord remonter dans le temps. Ce qui peut être vrai aujourd'hui ne l'était pas il y a un an, et encore moins dans la dynamique de la révolution populaire il y a 5 ans. Une horloge arrêtée a raison deux fois par jour, mais ne donne pour autant aucune indication utile. Il peut être fort pratique d'amalgamer des situations du début de la révolution avec des faits d'aujourd'hui pour les besoins de l'argumentation, cela ne produit que des mensonges confusionnistes. Ainsi il faut une bonne dose de mauvaise foi pour oser prétendre, comme cela se fait sur bien des sites ou des pages FB prétendument "progressistes", que "au départ, ASL, al-Nosra ou Daech c'est exactement la même chose", et autre genre d'insanités.

[...]

Les débuts de la révolution : à partir de mars 2011 et pendant deux ans, il y a eu des manifestations partout, jusqu'à 200 par jour et plusieurs centaines le vendredi, jour férié. Cela veut dire que par millions, des gens se sont levés et ont jugé indispensable, malgré la peur, malgré les brutalités des voyous au service du régime, malgré les disparitions et les tortures, de réclamer ensemble la démocratie, la fin des services de sécurité, une Syrie respectueuse de toutes les confessions et communautés, le départ d'Assad. Personne n'ose affirmer qu'il y ait eu présence un tant soit peu significative de mots d'ordre anti alaouites ou chrétiennes. De tels phénomènes ne sont apparus que tardivement, après les actes de

terreur de masse du régime et de ses supplétifs voyous. Tout le jeu du régime a été de pousser à l'opposition confessionnelle, par des mises en scène, en attisant la peur parmi les communautés minoritaires. Et cela a mis du temps à prendre. Aujourd'hui le "ménage" va tellement loin qu'on assiste, en particulier chez les Alaouites, à des disparitions de personnes inactives dans l'opposition, simplement connues pour leur opposition au clan Assad.

L'Armée Syrienne Libre - ASL : à la fin 2011, en 2012 et pendant les six premiers mois de 2013, fut la force armée la plus importante. Ce ne fut jamais d'ailleurs une institution ou organisation militaire centralisée, mais rien d'autre que des gens ordinaires (d'anciens manifestants cherchant à se protéger et à protéger le mouvement) et des soldats déserteurs qui ont pris les armes pour défendre leurs quartiers, villes et villages. A partir de la seconde moitié de l'année 2013, les forces réactionnaires-djihadistes ont pris le pas sur elle, en particulier grâce à cette libération par le régime de djihadistes de retour d'Irak ou d'Afghanistan. Tandis que l'ASL ne recevait que peu ou pas d'aide (en particulier de la part des politiciens lamentables qui clamaient que l'utilisation avérée de gaz de combat constituerait la "ligne rouge", et qui se sont piteusement débandés ensuite), les pétro-monarchies du Golfe leur ouvraient les vannes de l'aide financière et militaires (le Bonaparte de Turquie aussi d'ailleurs, tandis qu'il tentait de juguler la résistance kurde). Il ne faudrait pas perdre de vue que l'ASL, avec son armement rudimentaire et ses faibles moyens, fut la première victime de ces forces réactionnaires comme al Nusra, qui a même réussi à lui confisquer des armements. L'ASL n'a pas disparue, elle existe encore, bien qu'affaiblie : avec ses insuffisances, c'est elle la résistance populaire laïque et démocratique. C'est elle qu'il faudrait équiper d'armes performantes anti-chars et anti-aériennes. Ni Daech ni Assad, arrêt des bombardements, la libération des peuples de Syrie ne peut être l'œuvre que de ces peuples eux-mêmes !



Enfin sur le personnel politique des uns et des autres : les bandits corrompus issus des purges successives et de la décomposition du régime, les Rifaat al-Assad, Tlass ou Khaddam, ont tous été choyés par l'occident et/ou les monarchies pétrolières qui jouent avec elles le jeu écœurant des "droits de l'homme" à géométrie variable. Ils ne sont ni meilleurs ni pires qu'Assad, issus du même moule infernal et criminel. "Les autres cartes" (Haytham Manna par exemple, qui a toujours veillé à se présenter comme un "opposant respectable" prenant bien ses distances avec le mouvement révolutionnaire) sont des politiciens qui sont persuadés qu'ils ont rendez-vous avec l'histoire et qu'un grand destin les attend. Ils ne méritent pas la moindre confiance. Mais pourquoi faudrait-il choisir l'un plutôt que l'autre ? La seule boussole, c'est de miser sur le mouvement populaire, sur son incroyable dynamisme malgré son affaiblissement (y compris dans la zone sous la botte de Daech, avec par exemple le commando de l'ASL "linceul blanc" qui y multiplie les attaques de guérilla), et certainement pas sur une quelconque option imposée d'en haut par le fer et le feu. Il n'y a pas deux camps, mais trois. Que le dernier soit affaibli et pris en tenaille n'y change rien, c'est de ce côté que se trouve la seule chance d'éviter encore la balkanisation et/ou le chaos. Le départ d'Assad est l'option minimale pour qu'un compromis de paix soit envisageable.

La balkanisation : l'armistice pour déplacer 4000 combattants du quartier palestinien de Damas, Yarmouk assiégé, affamé et réduit en ruines depuis 4 ans (beaucoup sont malheureusement allés chercher des armes là où on leur en proposait, est-ce si difficile à comprendre ?) n'est pas le premier. Il est une indication de plus de la volonté cynique du régime de se concentrer sur ce qu'il considère comme le "pays utile" (Damas et la montagne alaouite), après avoir poussé à l'exil des millions de personnes supposées lui être hostile. Le régime a d'ailleurs commencé par se retirer des zones kurdes, cherchant ainsi à obtenir leur neutralité, avec l'intention de gêner Erdogan par le développement du mouvement national kurde. Mais le fait que, tout en poursuivant leurs buts propres, les combattant-e-s du YPG se révèlent les meilleurs combattants contre Daech lui est revenu en boomerang.

... / ...

Pierre Vandevoorde



4 - Une opposition hétérogène dominée par les islamistes

Syrie : les islamistes conquièrent la rébellion

Aron Lund

Alternatives Internationales n° 057 - décembre 2012

Parallèlement à l'Armée syrienne libre, des groupes islamistes autonomes, réunis sous la bannière du Front de libération de Syrie, combattent les troupes d'Assad, dans une guérilla qui s'enlise et se communautarise.

Le 11 novembre dernier, la "Coalition nationale pour la Révolution syrienne et les forces d'opposition" a été créée au Qatar pour mener le combat contre Bachar al-Assad. Bien que l'événement ne soit pas sans importance, les dissidents en exil qui forment la Coalition ont très peu d'influence sur le soulèvement dans leur pays. Car en un peu plus d'un an, le leadership de l'opposition est passé des mains des politiques et des diplomates, à celles des dirigeants d'une guérilla qui compte plusieurs dizaines de milliers de combattants.



Sunnites contre Alaouites

Sur le terrain, le caractère communautaire du soulèvement devient chaque jour plus évident. Le régime Assad est dominé par des personnalités issues de plusieurs minorités religieuses, alaouites en premier lieu car c'est la communauté à laquelle appartient le président, tandis que l'immense majorité des militants révolutionnaires viennent de la majorité arabe sunnite (environ 65 % de la population). Certes l'opposition compte un petit nombre de responsables chrétiens (moins de 10 % de la population), alaouites (environ 12 %) et druzes (environ 2 %), mais la résistance armée est presque exclusivement sunnite.

Cela ne signifie pas que tous ces combattants aient des motivations religieuses, car la dynamique communautaire en Syrie est plus liée à l'origine familiale qu'à la foi personnelle. Mais l'islamisme gagne vite du terrain, car les rebelles tentent de définir leur identité, élaborent un discours idéologique et sur un plan privé, cherchent du réconfort auprès de Dieu.

Le spectre idéologique du mouvement armé s'est donc réduit à l'islam sunnite dans différentes variantes, depuis le conservatisme apolitique des zones rurales d'inspiration soufi jusqu'au salafisme le plus rigide et orthodoxe, voire à sa version jihadiste, en passant par l'islamisme des Frères Musulmans (lire le lexique). Il n'y a pas, ou guère, de place pour les idéologies séculières.

Coup de foi sur l'opposition

La plupart des unités combattantes en Syrie se déclarent affiliées à l'Armée syrienne libre (ALS), un vaste "réseau de réseaux" soutenu, entre autres, par les États-Unis, la France, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie. Après son apparition à l'été 2011, l'ALS a vu émerger en son sein différentes factions prétendant la diriger, mais en septembre dernier, un "Commandement conjoint" censé regrouper tout le monde a été présenté par le colonel Mithqal Bteish al-Noaimi lors d'une conférence en Syrie. À cette occasion, un salafiste syrien, populaire et soutenu par l'Arabie saoudite, Adnan al-Arouf a aussi pris la parole. Ce qui indique une lente convergence des brigades qui forment l'ALS vers une ligne de pensée national-islamiste, puisque le militantisme séculariste a été entièrement évincé, et que par ailleurs des groupes plus radicaux que l'ALS, jihadistes notamment, ont formé leurs propres alliances.

Les États-Unis et leurs alliés régionaux espèrent que le fait de financer massivement l'alliance centriste-islamiste que constitue l'ALS lui permettra d'attirer dans son orbite les commandants qui sur le terrain manquent de moyens, évitant ainsi qu'ils s'associent à des groupes plus radicaux. Beaucoup d'opposants partagent ce diagnostic : "Cette nouvelle organisation, le Commandement conjoint, va verser des salaires aux combattants et ils auront des équipements performants ainsi que des systèmes de communication", explique Abdulbaset Sieda, qui vient de démissionner de la présidence du Conseil national syrien, le regroupement d'une partie de l'opposition qui a intégré la Coalition. "C'est une façon de marginaliser les fondamentalistes", assure-t-il.

À l'ombre des Frères musulmans

Mais l'ALS n'est pas le seul acteur sur le terrain. Juste avant la création du Commandement conjoint, plusieurs factions aux marges de l'ALS se sont regroupées sous le drapeau d'un Front de libération de Syrie. Même si les médias étrangers n'en ont



guère parlé, ce Front ouvertement islamiste éclipse l'ALS dans certaines régions. Il comprend de puissantes unités comme les Brigades Farouq de Homs, les Divisions Suqour al-Sham d'inclination salafiste à Idlib et l'alliance Ansar al-Islam, qui domine l'insurrection autour de Damas.

La plupart des groupes indépendants sur le terrain peuvent se passer du soutien de l'ALS car ils ont d'autres sources de financements, notamment d'organisations caritatives islamiques. Les plus riches parmi celles-ci sont financées depuis le Golfe et dirigées par des prêcheurs salafistes, comme Mohamed Surour Zein al-Abdine, syrien de naissance.

Les Frères musulmans, souvent décrits comme le groupe le plus puissant de l'opposition syrienne, et qui sont membres de la Coalition nationale, constituent une autre source de financement non-étatique. Les Frères ont perdu la plupart de leurs cadres vivant en Syrie durant un soulèvement manqué dans les années 1980, mais aujourd'hui leur direction en exil tente frénétiquement de rebâtir sa structure dans le pays. Bien qu'ils soient faibles en eux-mêmes, les Frères tirent d'importantes ressources financières d'un vaste réseau de mosquées, de partis frères (Égypte, Jordanie...) et de prédicateurs proches d'eux, ainsi que de l'appui de gouvernements (Qatar, Égypte, Turquie).

Depuis le début de la contestation au printemps 2011, les Frères musulmans en exil se sont donc employés à introduire de l'argent et des équipements en Syrie, ciblant leurs propres anciens contacts et des clercs sympathisants, mais aussi des rebelles indépendants de tout bord. "Les Frères financent et approvisionnent beaucoup de groupes armés sur le terrain, la plupart islamistes, mais certains d'entre eux sont salafistes", estime Raphaël Lefèvre, chercheur et auteur de *Ashes of Hama*, un livre sur les Frères musulmans syriens. D'après lui, "les jihadistes sont en revanche une ligne rouge que l'organisation ne franchit jamais".

Les héritiers d'Al-Qaïda

Il y a des raisons à cette prudence. Même si les contributions privées venues de salafistes ou de proches des Frères ont été extrêmement utiles pour affaiblir le régime Assad, elles sont regardées avec méfiance par beaucoup de gouvernements occidentaux et arabes, qui craignent que le conflit syrien ne provoque une montée en puissance des jihadistes. Plusieurs pays du Golfe ont tenté de couper sur leur territoire tout financement privé aux rebelles, estimant que le soutien doit passer uniquement par des canaux que le gouvernement a validés. Ainsi en mai 2012, l'Arabie saoudite a interdit une organisation caritative, le Comité des oulémas (savants religieux) d'aide à la Syrie, dirigé par le populaire prédicateur

salafiste Mohamed al-Arifi.

Les inquiétudes internationales se concentrent surtout sur un mystérieux groupe salafiste-jihadiste, Jabhat al-Nosra, apparu en Syrie début 2012, et qui est probablement une émanation de la branche irakienne d'Al-Qaïda. Il s'est spécialisé dans les attaques suicides contre les cibles gouvernementales de premier plan, ce qui lui a valu l'attention des médias. On trouve aussi dans cette nébuleuse les Brigades Ahrar al-Sham, un groupe salafiste moins connu mais plus nombreux, et bien implanté dans le nord-ouest de la Syrie. Comme Jabhat al-Nosra, il a enrôlé des volontaires étrangers, commis des attentats-suicides et veut établir un régime théocratique. Mais il apparaît un peu moins radical et aussi moins relié à la scène internationale jihadiste. Les sources de financement d'Ahrar al-Sham sont multiples, mais comprennent des salafistes du Golfe, comme le sheikh koweïtien Hadjaj al-Adjami, et même des Frères musulmans.

Anarchie communautaire

De nombreux groupes jihadistes plus petits sont actifs à un niveau local. Ainsi, la Division Haqq rassemble plusieurs groupes à Homs, tandis que la ville de Binnish, sur la route stratégique Idlib-Alep a vu apparaître un petit réseau salafiste, le Groupe islamique d'avant-garde.

Comme la plupart des rebelles se battent uniquement dans leur propre communauté (quartier, village), les préoccupations locales l'emportent souvent sur l'idéologie et les alliances nationales. Les distinctions établies par les observateurs étrangers entre "extrémistes" et "modérés" comptent peu sur le terrain, où tous se battent côte à côte pour les mêmes buts immédiats, et ont souvent des amis ou des parents dans d'autres groupes que le leur. "Tout le monde se connaît chez les militants d'Idlib où je travaille", explique un dissident syrien qui a voyagé une partie de l'année entre la Syrie et la Turquie. "Si un groupe est en difficulté, les autres se précipitent pour l'aider, et tous partagent les mêmes installations".

Les jihadistes ne sont donc qu'un courant au sein du vaste mouvement d'insurrection sunnite, même s'ils jouent un rôle politique particulièrement important en favorisant la violence communautaire et en affectant la position des acteurs internationaux par rapport au conflit syrien. Aussi détestables puissent être ses effets, le plus grand danger en Syrie n'est pas la montée en puissance à court terme de l'islamisme radical, mais le glissement du pays dans l'anarchie, et une violence communautaire durable. Si cela se produit, le jihadisme sera le moindre des soucis du Moyen-Orient.

Aron Lund



Poker au Kurdistan

Félix Poyer

6 janvier 2016,

<http://syrie.blog.lemonde.fr/2016/01/06/poker-menteur-au-kurdistan/>

Avec la bataille de Kobanê, les Kurdes de Syrie sont apparus sur les écrans de l'information "mainstream". Leur combat contre l'Etat Islamique, la révolution démocratique au Rojava (littéralement "Kurdistan occidental") et leur traitement de la question féminine offrent à cet acteur de la crise syrienne une couverture médiatique particulièrement bienveillante.

Pourtant, dans les trois cantons kurdes de Syrie (d'Efrin, de Kobanê et de la Jezireh), c'est une organisation toujours considérée comme terroriste par l'Union Européenne et les Etats-Unis qui mène la danse, avec un pragmatisme certain et des velléités hégémoniques avérées.

Cet article propose, à travers une mise en perspective de la question kurde dans le contexte de l'après 2011, d'éclaircir les buts mais également les moyens et les réalités de cette révolution en trompe l'œil, à la fois à la marge et en plein cœur de la crise syrienne.

La question kurde, toujours aussi épineuse, semble donc bourgeonner ces dernières années. Il faut dire que les temps ont été rudes depuis le traité de Lausanne qui, en 1923, donna les deux tiers de la zone de peuplement kurde à la République turque fondée la même année par Mustafa Kemal Atatürk, jusqu'au coup d'état des Généraux des années 80 qui accentua le durcissement de la guerre contre les Kurdes dans l'Est de la Turquie ou encore l'opération *Anfal* en Irak (génocide kurde ordonné par le régime irakien de Saddam Hussein de février à septembre 1988, conduisant à l'élimination de plus de 180 000 civils kurdes) qui visait à l'extermination de cette encombrante population.

De la négation à la reconnaissance en passant par la guerre, voilà la destinée que le peuple kurde se trace sur quatre pays du Moyen-Orient, quatre pays dessinés eux aussi à la faveur de la guerre, sous le signe des puissances britanniques et françaises. Déjà le pétrole était important, il l'est plus que jamais.

Lorsqu'en 2011 survient la guerre civile syrienne dans le cadre du Printemps arabe, le régime syrien de Bachar al-Assad sait que les divisions ethniques et confessionnelles sont la garantie de sa survie. Si les schémas narratifs désignant son ennemi comme "sunnite et radical" ne sont pas encore réalité, ils ne tardent pas à le devenir en partie, grâce à la mise en œuvre de la stratégie de division élaborée par le

premier cercle du régime. Pendant que dans la rue la jeunesse s'obstine, à Qamishlo comme ailleurs à scander l'unité de la Syrie "*al-sha'ab al-suri wahed, wahed, wahed*" (Le peuple de Syrie est un, un, un), le gouvernement cherche à satisfaire les uns tout en réprimant les autres.

Ainsi la Jezireh ne connaît pas une répression aussi féroce qu'à Homs ou Deraa et les Kurdes sentent d'ores et déjà la mâchoire du Baas (Parti de la résurrection arabe et socialiste au pouvoir en Syrie) se desserrer. Ils étaient pourtant l'objet d'une surveillance étroite depuis la troisième guerre du Golfe (en 2003, l'Irak est attaqué par une coalition alliée des États-Unis et du Royaume-Uni, sans mandat de l'ONU) qui vit la lutte pankurde de leurs cousins kurdes d'Irak gagner en légitimité sur la scène internationale. En 2004 d'ailleurs, des affrontements identitaires avaient éclaté entre les Kurdes syriens et le pouvoir dans l'indifférence générale. A l'époque, les partis politiques kurdes de Syrie, par clientélisme ou par peur de la répression, avaient contribué à ramener la jeunesse à la maison.

Le régime syrien s'applique donc à reconnaître les revendications de cette fraction de la population. Des centaines de milliers de Kurdes sont apatrides depuis les années 60 ; en 2012, Damas édite des cartes d'identité. La langue kurde n'est pas reconnue ; en 2012 on crée une chaire de littérature kurde à l'université de Damas. Si les mesures sont sporadiques, elles permettent néanmoins de fissurer l'unité de la protestation.

D'autre part, le gouvernement syrien a toujours entretenu une diplomatie régionale quelque peu turbulente : son soutien au Hezbollah libanais comme l'envoi de djihadistes en Irak pour combattre l'impérialisme américain figurent dans ce registre. On sait - et l'on observe à présent - combien les relations entre la Syrie et la Turquie sont inamicales. Le soutien aux guérilleros du PKK (Le Parti des travailleurs du Kurdistan formé en 1978 par Abdullah Öcalan) dans l'Est de la Turquie a permis à Hafez Al Assad (le père de Bachar, actuel chef de l'état syrien) d'affaiblir son voisin et de maîtriser les velléités indépendantistes de sa propre population kurde. Il était en effet possible pour un Kurde syrien de servir dans les rangs du PKK, c'est à dire de participer à la



réalisation du Kurdistan... à l'étranger.

Aujourd'hui, pour les Kurdes de Syrie, la lutte nationaliste a deux modèles antagonistes. En Irak, le PdK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani (Président de la Région autonome du Kurdistan depuis la chute de Saddam Hussein en 2003) a gagné en autonomie et se tourne vers la Turquie pour s'affranchir de Bagdad. Le pétrole reste un enjeu important et par les vertus du doux commerce, le KRG (Gouvernement Régional du Kurdistan) entend conduire la Turquie sur la voie d'un développement économique et d'une libéralisation politique de son espace kurde.

En Turquie, le PKK d'Abdullah Öcalan (emprisonné à vie dans une île-prison turque) a connu plus de trente années d'une guerre de contre-insurrection des plus dures – et des moins documentées - contre le gouvernement turc. Marxiste puis "communaliste", l'idéologie qui nourrit ce mouvement implique une refonte de la société dans son ensemble. En cela, ils sont bien loin de partager les visées du KRG (Gouvernement Régional du Kurdistan) qui se voudrait le Dubaï du Nord de la péninsule arabique.

Ankara considère le PKK comme sa principale menace sécuritaire.

En cédant le territoire de la Jezireh au PYD (Parti de l'union démocratique, un parti kurde syrien affilié au PKK), les Damascènes ont contrarié les Turcs en plus de fractionner la Révolution syrienne.

D'une pierre, trois coups puisque céder la Jezireh aux Kurdes du PKK a permis aux troupes stationnées dans cette région périphérique de revenir lutter contre la rébellion sur la "Syrie utile", cette portion de territoire fortement urbanisée entre Alep et Damas.

Dans ces conditions, mener la révolution dans le Kurdistan syrien (Rojava) constitue une opportunité historique grevée de contraintes. En 2015, le gouvernement de Bachar el-Assad conserve quelques bases militaires dans la Jezireh, y compris une base de l'armée de l'air. Si les frictions sont rares, le spectre de la répression aérienne oblige les révolutionnaires du Rojava à rester mesurés dans leurs rapports avec le Régime. D'autant que cette zone est dépourvue de montagnes. La plaine mésopotamienne n'offre pas les conditions de la guérilla telle qu'elle a pu se pratiquer en Turquie ou en Irak. L'absence de relief limite considérablement les capacités de résistance des Kurdes que ce soit contre ses ennemis syriens... ou contre une hypothétique intervention turque.

De plus, la discontinuité des trois cantons associée à la fermeture de la frontière turque complique encore la situation en empêchant la formation d'un front unifié. Si l'arrivée à la mi-2012 de forces pro-PKK dans les zones kurdes de Syrie a marqué la fin de la révolution pan-syrienne, bénéficiant de la présence d'une force militaire expérimentée et structurée est tout à la fois un luxe dans le cadre d'une situation insurrectionnelle et une malédiction dans le cadre d'une lutte pour obtenir d'avantage de libertés politiques.

Les gains : auto-organisation, droits culturels et sanctuarisation de la zone sont indéniables. Leurs pendants sont une lutte entre les différents mouvements kurdes pour l'hégémonie d'un modèle politique importé (du Kurdistan turc ou irakien) et une compromission de fait avec le régime de Bachar Al Assad. A titre d'exemple de cette compromission, la Jezireh, grenier à blé de la Syrie, vendait encore en 2013 la majorité de ses récoltes au gouvernement syrien. Et ce dernier continue de verser les salaires - avec bien sûr quelques réductions- aux fonctionnaires de la région.

En dépit des accords initiaux conclus à Erbil entre les partis kurdes de Syrie en 2012, le PYD et sa force armée YPG (Unités de protection du peuple) ont réussi à s'imposer comme la seule force kurde légitime dans la révolution en cours. En effet, l'émergence de l'État Islamique a conduit les Kurdes au premier plan de la scène médiatique, notamment lors de la bataille de Kobané et de l'évacuation de 100 000 réfugiés Yézidis (groupe ethnique kurde, adepte d'un monothéisme issu d'anciennes croyances kurdes) à travers les monts Sinjâr. Forts de leur expérience et de leurs réseaux de soutien dans la diaspora et les gauches occidentales, les partisans du PKK ont mené des actions de communication habiles propres à leur assurer le soutien aérien de la coalition.

Ce soutien leur a permis, au cours du mois de juin 2015, de réaliser des avancées remarquables le long de la frontière turque en réalisant en juin 2015 la jonction entre les cantons de la Jezireh et de Kobané, ainsi que d'avancer en direction de Ar-Raqqa, actuelle capitale syrienne de l'État Islamique. Ils ont aussi imposé la toponymie kurde sur la toponymie officiellement en vigueur en Syrie. Ainsi parle-t-on de "Kobané" ou de "Serê Kanye" en lieu et place de "Ayn al Arab" et "Ras Al Ayn", un gain symbolique important en terme de légitimité pour le contrôle du territoire.

Enfin le projet politique rénové d'Abdullah Öcalan : le confédéralisme démocratique - un projet autogestionnaire inspiré par la lecture de Negri et de Book-



chin - confère aux autorités kurdes un crédit démocratique auprès de l'opinion publique. Leur volonté affichée de faire de ce modèle la clé d'une Syrie post-révolutionnaire oblige les observateurs à leur accorder une place importante dans l'analyse de la situation en cours.

Si la communication émanant du PYD est très progressive et foncièrement démocratique, il serait regrettable d'oublier que le présent s'écrit sous l'emprise de la guerre. Les conseils populaires ont beau se réunir, YPG et Assayish (la police politique pro-PKK) gardent la main haute sur les décisions prises dans les trois cantons. Les voix discordantes de militants proches d'autres partis kurdes syriens ou des jeunes révolutionnaires impliqués dans la révolution initiale sont traitées comme ennemies.

Si, en Syrie, l'imbrication de plusieurs crises aux généalogies différentes contribue à l'incertitude sur l'évolution du conflit, le pragmatisme des Kurdes et leur expérience des relations internationales (entre instrumentalisation et abandon) les ont conduits à entretenir des relations privilégiées avec des alliés aux ambitions contradictoires.

Ainsi, comme nous pouvons le constater, des liens demeurent avec le régime syrien. Des contacts ont été noués par le PYD auprès de Moscou et Washington semble voir d'un bon œil la consolidation d'une force apte à contrer l'expansionnisme de l'État Islamique et, pourquoi pas, d'un îlot de stabilité dans une Syrie déchirée, à l'instar de ce que fut pour eux le KRG (Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak) au terme de la seconde guerre d'Irak. Avec la Turquie, première armée de l'Otan et principale porte d'accès sur le nord de la Syrie, des tentatives de rapprochement et des signes de bienveillances ont été fournis par le PYD mais le rapport est loin d'être cordial et la situation se dégrade vite. La maîtrise du pan oriental de la frontière syro-turque par des forces proches du PKK limite les capacités d'action de la Turquie et inquiète Ankara quant à la constitution d'une nouvelle base arrière pour ses principaux ennemis.

Les récentes avancées en direction de Raqqa, drastiquement accélérées par la suprématie aérienne de la coalition, permettront peut-être aux YPG de prendre le contrôle de deux importants barrages hydroélectriques sur l'Euphrate, ce qui risque de conduire les Turcs à envisager une option plus offensive à leur égard. Toutefois, les soutiens américains et russes garantissent pour le moment aux Kurdes pro-PKK une certaine tranquillité : les Turcs n'obtiendront pas de résolution de l'ONU pour réaliser en Syrie la zone tampon qui les satisferait.

Conclusion

Le Moyen-Orient est troublé par la faillite des Etats issus des découpages réalisés au sortir de la première guerre mondiale. Si les pays des "printemps arabes" semblaient se satisfaire de leurs frontières, l'EI comme les Kurdes incarnent à présent un rejet des formes en vigueur de l'état-nation et une volonté de refonte radicale de l'organisation sociale. Apparaît sur la scène internationale l'une des questions les plus criantes de ce jeune XXI^{ème} siècle.

Dans un cas comme dans l'autre, la création de la société idéale se réalise aux forceps par des stratèges et leurs forces armées. Si le constat est sans appel en ce qui concerne l'EI, la vigilance reste de mise quant aux réalités des évolutions impulsées par le PKK. Une organisation de guérilla est un atout remarquable pour mener la guerre mais bien des exemples par le passé ont montré que si exemplaire soit le projet de société, de telles organisations avaient bien du mal à créer les conditions d'éclosion des libertés civiles, une fois la paix revenue.

Félix Poyer



5 - Apparition de "l'Etat islamique"

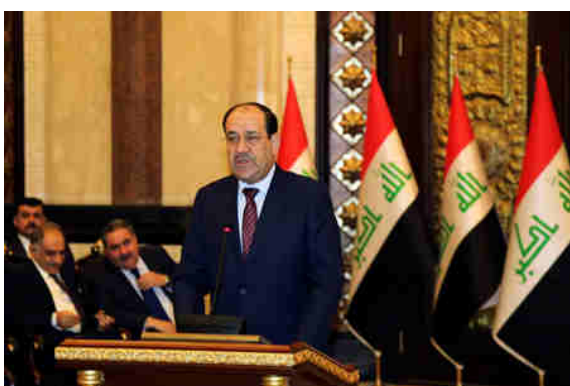
L'Etat islamique est aussi la créature du baasisme

Mathieu Rey

18 novembre 2015

<http://alencontre.org/moyenorient/irak/letat-islamique-est-aussi-la-creature-du-baasisme.html>

L'émergence de l'Etat islamique (Daech) tient directement à deux expériences récentes – la guerre civile irakienne et la révolution syrienne – et à une matrice commune – le règne du parti Baas pendant trente ans. Il n'est pas anodin que ce nouvel acteur politique soit apparu en Irak et en Syrie, deux pays marqués par l'expérience de trente ans de pouvoir autoritaire dominé par les Assad pour la Syrie et par Saddam Hussein pour l'Irak (1970-2000).



Le gouvernement irakien chiite de Nouri al-Maliki qui sera remplacé, en août 2014, par Haïdar al-Abadi

Tous deux gouvernent au nom du baasisme, système autoritaire prônant le nationalisme arabe. Sans revenir en détail sur la nature de ce régime, ni minimiser les différences propres aux deux Etats, il demeure quelques traits communs à l'Irak et à la Syrie: l'Etat de droit a cédé la place à une nébuleuse de polices politiques en charge de réduire les populations à l'obéissance sous la conduite d'un chef. Dès lors, seuls les réseaux et les liens personnels peuvent préserver l'individu ou lui permettre de connaître une ascension sociale. La remise en cause des deux systèmes baasistes a favorisé l'émergence de l'Etat islamique.

En Irak, berceau de l'Etat islamique, trois décennies de guerre et d'embargos [embargos imposés par les puissances impérialistes] expliquent son apparition. La société irakienne a été progressivement segmentée en groupes qui se revendiquent d'une confession ou d'une ethnie.

Mise à l'écart des sunnites

Ce processus n'a rien de naturel ou de logique. Il répond à une adaptation de la population pour survivre à des sanctions et à la répression du régime en place. Survient 2003 et la destruction de l'Etat baa-

siste. Une nouvelle formule politique s'impose rapidement: le détenteur du pouvoir central s'appuie sur une clientèle confessionnal�sée (le pouvoir se fait chiite) au moyen de milices qui disposent du maximum de liberté, et marginalise les autres composantes de la nation, principalement les populations sunnites et leurs représentants. Le discours du pouvoir fonctionne adroitement.

La mise à l'écart des populations sunnites les pousse à accepter le recours à la violence, comme seul moyen de contester un ordre central jugé injuste. Les groupes qui clament être des défenseurs du sunnisme sont rejoints par les populations locales qui les perçoivent comme des porte-parole par défaut. Au sein de la nébuleuse de combattants de la guerre civile irakienne, l'un émerge: l'Etat islamique.

Pour le pouvoir central, l'usage de politiques confessionnelles, couvert sous le sceau de l'antiterrorisme, fonctionne à plein: à l'adresse des populations chiites, il devient leur sauveur devant la menace suprême et il obtient, par ce biais, leur soutien; à l'adresse de la communauté internationale, il est aux prises avec des «terroristes». Parmi les groupes combattus, un se renforce de cette dynamique de répression ciblée: l'Etat islamique, en recrutant notamment les anciens baasistes qui apportent leur savoir-faire en matière de surveillance et de quadrillage de la population.

Une "révolution de la révolution"

Mais cette première expérience ne suffit pas à donner tous les atouts à l'Etat islamique. Il lui faut la révolution syrienne pour devenir ce qu'il est. Après deux ans de protestations pacifiques [dès mars 2011, avec un prolongement inégal – au-delà des nécessités de l'autodéfense – jusqu'en 2013], puis de «libération» de territoires sous la conduite de groupes armés dénonçant le régime de Bachar Al-Assad, qui, pour unique réponse, élève le niveau de la répression (armes à feu, artillerie lourde, aviation...), une mutation s'opère dans les zones libérées, toujours isolées les unes des autres par le déploiement de forces et soumises à d'intenses bombardements. Le régime en vient à se retirer de toute une zone joutant l'Irak, permettant à l'Etat islamique de s'installer.

Prenons un exemple local pour comprendre son



entrée en scène. A Jarablus [une ville de 40'000 habitants située sur la frontière turque], il recrute des sympathisants dans les familles anciennement proches du régime. Il offre aux nouveaux déclassés de la révolution (les oncles, cousins, etc., des baasistes chassés) un mot d'ordre unique: la vraie rupture avec tout ordre ancien. Contrairement à une révolution qui s'enlise faute de soutiens et d'aides après son deuxième hiver, l'Etat islamique, lui, propose une «révolution de la révolution». A Tell Abyad [ville au nord de la Syrie, fait partie du gouvernorat de Raqqa; ville prise par l'EI en janvier 2014] après avoir déposé des cadavres dans les espaces de loisirs à proximité de la ville, il convoque les notables et les somme de faire allégeance. Ils finissent par accepter. Coercition et nouvel ordre se croisent pour forger ce nouvel acteur politique.

L'Etat islamique bénéficie de trois innovations grâce au terrain syrien. Tout d'abord, par le biais des réseaux sociaux, il peut apparaître aux populations extérieures à la Syrie comme celui qui défend les opprimés de la révolution: le régime massacre quotidiennement, affame, devant un Occident qui laisse faire. Il se proclame alors le défenseur des musulmans sunnites aux yeux de la communauté internationale. Il capte ainsi le discours de l'islam comme dénonciation humanitaire et le transforme en une réponse extrêmement violente.

Populations marginalisées

Ensuite, pour les Syriens, il devient celui qui apporte un ordre nouveau fondé sur la coercition et le fonc-

tionnement des services publics. Il n'est pas sans rappeler les premiers temps des régimes baasistes faisant place aux populations marginalisées et qui s'attelaient non à promouvoir un discours politique clair, mais à répondre, au niveau micro local, aux besoins immédiats.

Pour l'ensemble, enfin, il joue des deux dynamiques qui lui ont donné naissance: à l'islam radical, il emprunte des modes de combat redoutables et parvient à les traduire dans un langage humanitaire; du terreau baasiste, il puise la logique du trou noir – personne ne voit ce qu'il fait – et met en avant les contradictions de tous les autres systèmes.

Il se présente ainsi comme l'agent à même de transformer une dénonciation locale, en Europe, de jeunes en mal de sens à un moment donné, en une quête humanitaire qu'il traduit dans une série d'actions d'une extrême violence. En d'autres termes, l'Etat islamique est susceptible de gagner à sa cause des populations périphériques qu'il attire et transforme à son contact, grâce à une situation régionale moyen-orientale devenue totalement injuste pour la majorité.

L'Etat islamique croise donc trois caractères détonants: la force manipulatrice des régimes autoritaires baasistes, l'élan de l'islam radical et l'appel humanitaire détourné vers des violences extrêmes.

Mathieu Rey

(Tribune publiée dans Le Monde en ligne en date du 17 novembre 2015)

Daech reflète aussi la crise morale des politiques dans ce monde

Ziad Majed

21 décembre 2015

<http://syrie.blog.lemonde.fr/2015/12/21/daech-reflete-aussi-la-crise-morale-des-politiques-dans-ce-monde/>

Les causes de la naissance irakienne et de l'ascension syrienne de Daech ont été largement explorées : marginalisation des arabes sunnites par le nouveau gouvernement de Bagdad suite à l'invasion américaine en 2003 et la "débaathification" de l'Etat irakien ; mutation d'Al-Qaida en Irak sous la direction d'al-Zarkawi ; frustration sunnite face à la montée en puissance de l'Iran chiite et son expansionnisme dans la région; et barbarie du régime de Bachar al-Assad à l'encontre des Syriens depuis 2011, n'hésitant pas à recourir aux massacres de masse, parfois à l'arme blanche, aux bombardement aveugles avec des barils explosifs et des armes chi-

miques, et à la torture à échelle industrielle (sous le regard passif de la "communauté internationale").

Ces causes ont porté et engendré le phénomène "Daech" dans deux pays où les tyrannies de Saddam et des Assad avaient déjà ravagé les champs politiques et déchiré les tissus sociaux. La crise mondiale des repères éthiques et des modèles de gouvernance et d'intégration, la puissance de l'image et la fascination de la violence qui poussent des jeunes (au-delà du Moyen-Orient) à fuir leurs "réalités" et à adopter un nihilisme extrême ont amplifié le phénomène et fait de "Daech" un acteur international.



Mais il est plus que temps de rappeler que "Daech" ne détient pas le monopole de la barbarie et de la décadence. Ces deux aspects sont aussi ceux des politiques internationales envers le Moyen-Orient.

Sinon, comment expliquer la complicité tacite des pouvoirs occidentaux face à la Russie et leur silence sur ses bombardements qui en près de trois mois ont tué plus de 600 civils, dont une centaine d'enfants ? Ces agissements russes, passés sous silence, sont-ils réellement différents de la barbarie de "Daech" qui a tué 130 civils à Paris ? Non, ils ne le sont pas, à la différence près que l'intervention russe en Syrie est quatre fois plus meurtrière et plus destructrice.

Comment est-il possible de justifier la logique ignoble de certains gouvernements et responsables occidentaux qui préconisent l'urgence de faire alliance avec Bachar al-Assad contre Daech, lui qui, avec son appareil de guerre, a assassiné plus de 200 000 civils syriens (contre 2500 à 3000 assassinés par Daech) ? Est-ce uniquement parce que Daech est désormais en mesure de tuer des citoyens occidentaux ? A fortiori, la vie de centaines de milliers de citoyens syriens n'a donc aucune valeur chez les décideurs et les faiseurs d'alliances pactisant avec les bourreaux ?

Est-ce que tant d'"immoralité portant le complet veston" n'alimente-t-elle pas la rhétorique des "barbus immoraux" de Daech en leur abandonnant le discours de défense des victimes, et améliorant de facto leur recrutement ? Cela ne signifie-t-il pas que l'expansion de Daech découle directement de l'immoralité chronique du monde face au drame que vit la Syrie et les Syriens ?

Certains prétendent que ces questions sont bien naïves, avançant que la prééminence des intérêts et des rapports de force doit prendre le pas sur le droit, les lois et les valeurs dans l'arène des relations internationales. Mais c'est le contraire qui est, ou devrait être, vrai. Ce type de questions donne des clés pour comprendre les pathologies qui gangrènent notre monde en 2015. Daech et consorts sont de fidèles reflets de certains puissants à l'ego boursoufflé et à l'immoralité politique des plus cyniques. Il est donc essentiel de prendre conscience de la crise qui secoue la politique internationale en raison de l'abandon de certains de ses acteurs des valeurs universelles de référence, tel

que la justice et les droits humains.

Face à cela, ni le retrait du monde, ni les discours patinés de complots machiavéliques et de déterminisme ou d'animosité à l'égard de "l'Occident", ni l'abandon de l'action politique ne sont une réponse adaptée à la décadence qui régit plusieurs aspects des relations internationales.

Aujourd'hui, il y a plus que jamais urgence à agir avec ceux qui œuvrent, à tout le moins qui dénoncent cette condition, pour faire pression et réintroduire dans le grand jeu des nations la référence au droit et de la justice.

À défaut, la violence ira crescendo, les carnages et les tueries se poursuivront avec ou sans Daech. Ses descendants seront probablement encore plus meurtriers.

Ziad Majed

Traduit de l'arabe (publié initialement dans Now) par Mayla Bakhache



Et si Damas était Paris ? Alep Marseille ? Lyon Homs ?

Sükrü Tütüncü

www.behance.net/gallery/31757549/someone-and-others



6 - La Syrie, théâtre des rivalités entre les puissances régionales

La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien

Kamal Bayramzadeh

Cahiers de Sciences politiques de l'Université de Liège n°27

<http://popups.ulq.ac.be/1784-6390/index.php?id=723>

(extrait)

C) La politique de la Turquie à l'égard du conflit syrien : la limite du principe de "Zéro problème avec le voisinage"

La Turquie, à l'instar des autres puissances, n'avait pas prévu les révolutions arabes. C'est pourquoi lorsque la révolte a commencé en Tunisie, elle a été prudente. Mais depuis la chute de Ben Ali le gouvernement turc a pris une position claire en demandant aux dirigeants des pays arabes de prendre en considération les revendications de leurs peuples : « Dans un premier temps l'épisode tunisien, jusqu'au départ de Ben Ali, a rencontré un mutisme prudent, voir même désintéressé de la part d'Ankara. C'est par la suite, et progressivement qu'Ankara a réalisé, d'une part avec l'expansion très rapide au sein du monde arabe des mouvements de rébellion et d'autre part avec les allusions répétées, notamment du parti Ennahad, au « modèle turc », qu'il ne fallait point exclure ce pays de cette nouvelle zone privilégiée, potentiellement zone d'influence d'un « soft power » turc émergent »²¹.

Dans le cas syrien, la Turquie avait au départ la même prudence. Mais depuis l'augmentation de la répression des manifestations, et l'entrée des réfugiés syriens sur le sol turc, le gouvernement turc a changé le ton à l'égard du régime syrien. A plusieurs reprises les dirigeants turcs ont demandé à Bachar El-Assad de trouver une solution pacifique au problème syrien par des réformes politiques. Mais en raison de la continuation de la répression, le premier Ministre turc a déclaré en mai 2011, qu'il ne pouvait pas assister à un nouveau massacre comme celui de Hama. Dès lors nous assistons à une dégradation continue des relations entre ces deux Etats. Depuis, la Turquie a changé sa politique à l'égard de la Syrie en soutenant les opposants du régime sur le plan politique, logistique, financier et diplomatique (la reconnaissance de la coalition nationale) en octobre 2012. Le changement d'attitude de la Turquie tient à la politique répressive du régime et au fait que la Turquie ne voit pas un avenir politique pour Bachar El-Assad. Cette politique a des objectifs stratégiques qui consistent à renforcer la puis-

sance régionale de la Turquie après le renversement du régime. Cette nouvelle politique est en contradiction avec la politique pratiquée par le gouvernement turc après 2002 consistant à améliorer les relations entre la Turquie et la Syrie dans le cadre de « Zéro problème avec le voisinage » (l'un des principes de la nouvelle doctrine de la politique étrangère de la Turquie) : « Alors que la relation avec la Syrie était un point de force de la nouvelle politique étrangère au Moyen-Orient, elle constitue désormais un défi majeur pour la Turquie. A partir de la fin des années 1990, la Turquie avait réussi à établir un cadre de coopération clair avec Damas, notamment sur la question kurde. La proximité avec un régime illégitime et auquel le soutien populaire fait défaut ne pouvait garantir une coopération stable sur le long terme »²².

Il est important de souligner que depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP la Turquie met en œuvre une politique étrangère proactive élaborée par Ahmed Davutoglu, l'auteur de (*Profondeur stratégique*) qui a donné une nouvelle orientation à la diplomatie turque. Pendant la Guerre froide, la Turquie avait une politique pro-occidentale et elle a été un allié stratégique des Etats-Unis et de l'Europe face à l'Union soviétique. En ce qui concerne les pays du Moyen-Orient, la Turquie avait une politique isolationniste : « La Turquie a tourné le dos au Moyen-Orient pendant la plus grande partie du XXème siècle ; elle semble y retrouver aujourd'hui un terrain favorable pour tester sa diplomatie du XXIème siècle »²³. Mais depuis l'effondrement de l'URSS, la Turquie n'a plus les mêmes rapports avec l'Occident en raison de la disparition de la menace commune. C'est pourquoi elle a tourné son regard vers l'Orient afin de renforcer sa position stratégique notamment au Moyen-Orient. Dans cette perspective, elle a amélioré ses rapports avec les pays arabes en particulier depuis le « Printemps arabe » à tel point que dans certains pays arabes et africains on évoque le modèle turc de développement socio-économique.

La politique actuelle de la Turquie en Syrie s'inscrit dans le cadre cette nouvelle stratégie de renforce-



ment de son poids politique dans les relations internationales. La Turquie soutient activement les opposants syriens et se prépare pour la période post-Assad. Cette politique est en convergence avec la position d'une partie de la communauté internationale dont les Etats-Unis, l'Europe et certains pays arabes, et s'oppose à la politique de la Russie, de la Chine et de l'Iran. Dans sa rivalité régionale avec l'Iran, la Turquie veut prendre la place du régime iranien en Syrie en contribuant au renversement du régime syrien. C'est pourquoi nous pensons que la politique de la Turquie à l'égard du conflit syrien s'inscrit dans une volonté hégémonique réalisée au moyen d'une puissance douce (*Soft power*) turque : « *l'idée que la Turquie pouvait constituer un modèle pour les pays musulmans a été défendue en premier lieu par l'administration américaine. Les Etats-Unis, craignant que la nouvelle configuration régionale en cours de formation ne passât sous l'influence iranienne, encourageant la Turquie à y jouer un rôle actif. Il faut admettre que l'expérience de la Turquie en matière de démocratisation, de développement économique, de transformation du mouvement islamiste suscitent l'intérêt du monde arabe. Tout cela contribue au soft power de la Turquie dans la région. Le gouvernement de l'AKP a envisagé, d'utiliser ce potentiel pour faciliter le changement dans la région et renforcer le poids de la Turquie* »²⁴.

Ainsi, nous observons que, quelques mois après la révolte en Syrie, les rapports entre ces deux pays se sont dégradés et la Turquie est confrontée aux conséquences de ce conflit : afflux de réfugiés, revendications kurdes et aléviées. De plus, l'Iran et la Russie sont mécontents de la politique de la Turquie en Syrie et en particulier de l'installation de missiles sol-air à capacité anti-missile *Patriot* sur le sol turc. Ces missiles représentent une menace pour la sécurité de l'Iran et de la Russie selon ces deux derniers. Par conséquent, dans le conflit syrien nous constatons que la politique de la Turquie s'oppose complètement à celles de l'Iran, de la Russie et de la Chine.

D) La politique de l'Iran à l'égard du conflit syrien

L'Iran soutient le régime syrien qui est son allié régional depuis 1979, et dans ce cadre il y a une alliance stratégique entre les deux régimes. Le moteur principal de cette alliance a été au départ l'hostilité de ces deux régimes aux Etats-Unis, au régime irakien (Saddam Hussein), et à Israël. Mais après la chute du régime irakien en 2003, il y a eu un changement dans les relations entre ces deux pays et l'Irak, mais l'hostilité à l'égard des Etats-Unis et de l'Etat hébreu a continué : « Le caractère durable des relations entre l'Iran et la Syrie est lié aux facteurs stratégique et géopolitique et notamment à

l'existence de l'ennemi commun et aux menaces sécuritaires »²⁵.

Pour comprendre la position de l'Iran au sujet du conflit syrien, il est important d'observer que depuis la Révolution de 1979, la Syrie occupe une place très importante dans la stratégie diplomatique régionale de l'Iran, car la Syrie permet au régime iranien d'accéder au monde arabe et de jouer en particulier un rôle dans la vie politique libanaise par le biais du Hezbollah : la fondation de ce parti politique est l'une des conséquences de la politique d'exportation de la révolution iranienne. Selon le régime iranien, la Syrie, le Hezbollah et l'Iran font partie de « l'axe de la résistance » à Israël. Dans ce sens la Syrie joue un rôle important dans les relations entre l'Iran et le Hezbollah qui est le bras armé du régime iranien au Liban. C'est pourquoi la Syrie est la profondeur stratégique de l'Iran dans sa rivalité avec l'Etat hébreu. De ce fait, le renversement du régime syrien contribuerait à la diminution de l'influence de l'Iran : « *L'Iran affiche sans tarder un appui visible (par l'envoi de matériels et de personnels) au régime de Damas car il craint les répercussions d'un effondrement de son allié principal. L'éviction du clan alaouite risquerait de mettre en place un pouvoir à majorité sunnite pas favorable au Hezbollah, ni à la République islamique* »²⁶.

Après l'instauration de la République islamique, en particulier pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988), les rapports entre la majorité des pays arabes et l'Iran se sont dégradés. Mais la Syrie et l'Iran ont tissé de bonnes relations pour des raisons à la fois politiques et économiques. Pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, la Syrie a soutenu l'Iran à cause de la rivalité entre Bagdad et Damas : « *C'est à partir du déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak que le pouvoir islamique comme le régime syrien se rendent très clairement compte de leur convergence d'intérêt et des avantages mutuels qu'ils peuvent tirer d'un raffermissement de leurs relations* »²⁷.

En dépit de cette situation, il est nécessaire de dire que ces deux régimes sont idéologiquement différents : « *A première vue, ces deux pays n'ont pas grand chose en commun* »²⁸. Le régime iranien est un régime théocratique caractérisé par l'absence de légitimité démocratique, tandis que le régime syrien est une république « laïque » autoritaire, dirigée par le parti Baas fondé sur le panarabisme. Malgré plusieurs tentatives de la part des Etats-Unis, de la France et des pays arabes pour séparer le régime syrien de l'Iran, nous avons assisté au renforcement des rapports entre ces deux régimes et en 2006, ils ont signé un pacte défensif : « *En juin 2006, elle avait signé un pacte de défense avec la République*



islamique. Ce pacte donne à l'Iran un accès direct à l'appareil militaire syrien, avec des relations conjointes aux échelons supérieurs et moyens, une harmonisation des systèmes d'armes et d'entraînement, et des exercices militaires communs. Selon ce pacte, toute agression contre l'un des deux Etats est considérée comme une agression contre l'autre »²⁹. Ainsi nous pouvons dire que la politique actuelle de l'Iran à l'égard du conflit syrien procède de ce pacte défensif.

Depuis le déclenchement de la révolte et l'accentuation de la lutte contre le régime syrien, l'Iran manifeste un soutien total sur les plans militaire, financier et logistique à Bachar El-Assad. A plusieurs reprises, les dirigeants iraniens ont déclaré que le problème syrien n'a pas de solution militaire et en décembre 2012 l'Iran a présenté un plan en six parties pour mettre fin au conflit, mais ce plan n'a pas reçu un écho favorable dans la communauté internationale. Nous constatons que dans ce conflit l'Iran a des convergences d'intérêt avec la Chine et la Russie. A l'instar de ces deux puissances émergentes, le régime iranien veut contrer l'influence des puissances occidentales dans la région. Selon le gouvernement iranien, l'Occident a pour objectif d'affaiblir « l'axe de la résistance » afin de protéger Israël : « Face à la crise syrienne, l'Iran aide son allié stratégique au Moyen-Orient pour endiguer la vague de contestation en Syrie. Les autorités iraniennes ont accusé l'Occident, de mener une « guerre douce » non seulement contre l'Iran mais aussi contre la Syrie en raison de leur positionnement antisioniste commun »³⁰.

La politique de l'Iran dans le conflit syrien a contribué à l'accentuation de son isolement. La Turquie, l'Arabie saoudite et d'autres pays reprochent à l'Iran de cautionner un régime qui viole les droits de l'homme. C'est pourquoi parmi les dirigeants iraniens il y a eu des divergences en ce qui concerne la politique adoptée à l'égard de ce conflit. Par ailleurs, l'Iran accuse l'Arabie Saoudite d'être au service de la politique régionale des Etats-Unis, car elle est un allié stratégique de ces derniers. C'est pourquoi, quelles que soient les différentes positions de ces pays en Syrie, il y a une lutte hégémonique entre eux pour dominer la région. Dans cette perspective, ces deux pays veulent diminuer l'influence régionale de l'Iran. La prise de distance du Hamas avec le régime iranien s'inscrit dans cette stratégie politique. En effet après l'accentuation de la révolte, les dirigeants du Hamas ont déclaré qu'ils ne partagent pas la politique de l'Iran en Syrie, et ont clairement dit qu'ils ne font pas partie de l'Axe Iran-Syrie-Hezbollah. De plus, depuis la révolte en Syrie, le Hamas s'est rapproché de la Turquie et de l'Arabie Saoudite qui lui ont augmenté leur aide. Cet exem-

ple illustre la rivalité entre ces trois puissances régionales dans le conflit syrien. Ainsi nous constatons que l'implication de l'Iran en Syrie est vitale pour son avenir pour trois raisons. Premièrement, au cas où il y aurait un changement du régime en Syrie, l'Iran serait privé d'un allié stratégique. Deuxièmement, il aurait des difficultés dans ses relations avec le Hezbollah, car l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement majoritairement sunnite entraînerait des problèmes pour faire parvenir l'aide de l'Iran au Hezbollah. Troisièmement, le renversement d'Assad permettrait d'augmenter la pression internationale sur le régime iranien. Par conséquent, le soutien de l'Iran au régime syrien a une portée à la fois stratégique et sécuritaire.

E) Le rôle de l'Arabie Saoudite dans le conflit syrien

L'Arabie Saoudite est une puissance régionale qui joue un rôle important dans le conflit syrien pour plusieurs raisons. Premièrement, déjà pendant la Guerre froide ces deux régimes étaient dans une logique de confrontation idéologique. L'Arabie Saoudite était un pays proaméricain : « Allié stratégique de Washington depuis plus de 50 ans, l'Arabie Saoudite participe à la vision stratégique de Washington dans la région »³¹, alors que la Syrie a été pendant la Guerre froide prosoviétique, et après la fin du monde bipolaire elle a continué à s'opposer aux Etats-Unis. Deuxièmement, le régime syrien a une alliance stratégique avec l'Iran, tandis que l'Arabie Saoudite s'oppose à la politique régionale de l'Iran et en particulier s'inquiète du développement du programme nucléaire iranien. L'Arabie Saoudite veut contrer l'influence du régime iranien dans les pays arabes en particulier dans les pays chiites, comme l'Irak et le Liban : « La perspective d'un Irak allié d'un Iran qui profite des circonstances pour y développer son influence, inquiète au plus haut point les monarchies du Golfe, surtout l'Arabie Saoudite »³². Troisièmement, selon les dirigeants saoudiens, le régime syrien n'a pas d'avenir et il faut absolument soutenir ses opposants. Dans cette perspective, depuis le déclenchement de la révolte, elle soutient activement les opposants en particulier la tendance islamiste de l'opposition. Dans le conflit syrien, l'Arabie Saoudite a des convergences d'intérêts avec la Turquie, les Etats-Unis et l'Europe et certains pays arabes comme le Qatar qui soutient activement les groupes salafistes en Syrie. Le régime saoudien se prépare pour la période post-Assad afin de pouvoir jouer un rôle prépondérant dans ce pays. Son objectif principal est de contribuer, premièrement à l'augmentation du pouvoir des sunnites dans les pays arabes sous son hégémonie, et deuxièmement, d'affaiblir et d'isoler le régime iranien. Par conséquent, l'implication de l'Arabie Saou-



dite dans le conflit syrien est liée à une volonté hégémonique pour augmenter sa puissance régionale dans la nouvelle configuration de puissance au Moyen-Orient.

Lorsque la révolte a commencé dans certains pays arabes, les dirigeants saoudiens se sont inquiétés des conséquences régionales de ces révoltes et ont commencé à injecter de l'argent dans certains secteurs qui touchaient directement les jeunes. L'objectif de cette politique a été la suppression des conditions objectives de la révolution : « *L'impact des révoltes arabes n'est pas uniforme. L'Arabie Saoudite n'a été touchée qu'indirectement. Au lendemain de la chute de Hosni Moubarak, le Roi Abdallah Ben Abdelaziz Al-Saoud a annoncé le déblocage de 35 milliards de dollars pour financer des programmes sociaux* »³³. L'expérience des autres pays montre que ces mesures peuvent retarder le processus révolutionnaire, mais qu'elles ne peuvent pas empêcher qu'il advienne, car selon la philosophie politique et les lois scientifiques qui en procèdent, un pouvoir politique qui est la négation de la liberté et qui n'est pas fondé sur le consentement dans le cadre d'un contrat social est une puissance physique qui est condamnée à la disparition. En Arabie Saoudite, le régime politique est une monarchie et il n'y a pas de liberté politique ni respect des droits de l'homme.

La révolte dans le monde arabe a touché l'environnement immédiat de l'Arabie Saoudite notamment le Bahreïn où cette dernière a joué un rôle contre-révolutionnaire : « *Il s'agit là d'une contre-révolution de type classique, dans sa brutalité* », ³⁴en contribuant à la répression des manifestants, dans le silence d'une partie de la communauté internationale. Dans le cas du Bahreïn, nous avons vu comment les droits de l'homme sont instrumentalisés au nom de la raison d'Etat. Il faut souligner que ce pays est majoritairement chiite, mais le gouvernement est dirigé par des sunnites. Il est aussi nécessaire de rappeler que les revendications de la population n'étaient pas religieuses. Aux yeux des dirigeants saoudiens et des dirigeants du Conseil de Coopération du Golfe Persique, l'Iran soutenait et encourageait ces manifestations. C'est pourquoi, les forces militaires du CCG sous la direction de l'Arabie Saoudite sont entrées au Bahreïn et ont réprimé les manifestants afin de sauver le régime et d'empêcher « l'augmentation de l'influence régionale de l'Iran ». La tension entre le régime de l'Iran et les membres du CCG est liée à plusieurs facteurs : « *Le facteur sécuritaire a joué un rôle important dans la fondation de cette instance : les monarchies du Golfe persique se sentaient menacées par les effets régionaux de la Révolution iranienne* »³⁵. Notons que l'Arabie Saoudite joue un rôle important au sein du CCG :

« *L'un des principaux instruments de l'hégémonie saoudienne est le CCG* »³⁶, et dans l'avenir nous allons assister à l'augmentation de la capacité militaire de cette organisation avec l'aide des Etats-Unis et de certains pays européens comme la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour contrer le régime iranien. En dépit de la stabilité relative qui existe dans ces pays, à la lumière de notre recherche sur le monde arabe, nous pouvons dire que l'Arabie Saoudite sera à son tour touchée par la révolte de la population dans l'avenir, car d'une part, ce régime n'a pas de légitimité démocratique, et d'autre part l'opinion publique arabe notamment la jeunesse veut la liberté et la justice sociale. De ce fait l'avenir politique de ce régime est incertain.

[...]

Kamal Bayramzadeh

21/ Tayla Alican, « Un nouveau paradigme pour la Turquie ? », *Bouleversement stratégiques dans le monde arabe ?*, Confluences méditerranée, Paris, L'Harmattan, N°79, 2011, p, 61.

22/ Sever Aysegül, « Turquie/Syrie : de rapprochement en désillusion », in Dorothee Schmid, *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, IFRI, 2011, p, 182.

23/ Schmid Dorothee, *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale?*, op.cit., p, 9.

24/ Benli Altunisik Meliha, « La question du « modèle turc » ou le soft power de la Turquie au Moyen-Orient », in Dorothee Schmid, op. cit., p, 128-148.

25/ Ehteshami Anoushiravan et Hinnebusch Raymond, *Syria and Iran: Middle power in a penetrated regional system*, London, Routledge, 1997, p, 112.

26/ Makinsky Michel, « L'Iran et les pays du Golfe Persique, une crise de confiance dans une région ébranlée », in Michel Makinsky, *L'Iran et les grands acteurs régionaux et globaux*, Paris, L'Harmattan, 2012, p, 53.

27/ Djaili Mohammad-Reza, *Diplomatie islamique*, Paris, PUF, 1989, p, 168.

28/ Feki Masri, *L'axe irano-syrien*, Paris, Studyrama, 2007, p, 13.

29/ Ibid, p, 109.

30/ Djaili Mohammad-Reza et Therme Clément, « Iraniens et Saoudiens à l'épreuve des révoltes arabes », *Politique étrangère*, IFRI, N°1, 2012, p, 119.

31/ Fourmont-Dainville Guillaume, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Paris, Ellipses, 2005, p, 128-129.

32/ Makinsky Michel, *L'Iran et les grands acteurs régionaux et globaux*, op.cit., p, 32.

33/ Djaili Mohammad-Reza et Therme Clément, *Iraniens et Saoudiens à l'épreuve des révoltes arabes*, op.cit., p, 112.

34/ Filiu Jean-Pierre, *La Révolution arabe*, Paris, Fayard, 2011, p, 120.

35/ Bayramzadeh Kamal, « Le régionalisme dans le monde arabe », in Sebastian Santander, *Relations internationales et régionalisme : Entre dynamique internes et projections mondiales*, Liège, Presse universitaire de Liège, 2012, p, 359.

36/ Fourmont-Dainville Guillaume, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, op.cit., p, 97.



7 - La Syrie, théâtre des rivalités entre les puissances impérialistes

Le peuple syrien, martyr des rivalités et ententes impérialistes

Joseph Daher

9 décembre 2015

<https://syriafreedomforever.wordpress.com/2015/12/09/le-peuple-syrien-martyr-des-rivalites-et-ententes-imperialistes/>



La réaction de l'Etat français à la suite des attentats terroristes du 13 novembre 2015 à Paris ne s'est pas fait attendre. Les avions de guerre français ont bombardé la ville de Raqqa, occupé par Daech, connu aussi sous le nom de l'Etat islamique (EI), dès le 15 novembre. Ces bombardements avaient conduit à la "coupure totale d'eau et d'électricité" à l'intérieur de la ville, selon Hamoud al-Musa, un membre de l'organisation "Raqqa qu'on égorge silencieusement" actuellement dans le sud de la Turquie.[1]

Renforcement de l'intervention de la coalition en Syrie

La France a intensifié ses frappes depuis les attentats du 13 novembre et mobilise dorénavant 3 500 militaires, déployant en Méditerranée orientale son porte-avions Charles-de-Gaulle qui triple depuis le 23 novembre ses capacités d'action.

Avant le 15 novembre, les premières frappes en Syrie de l'aviation militaire française contre l'EI avaient eu lieu en septembre 2015, près de la ville de Deir Zor. Les autorités françaises avaient justifié ces bombardements en ciblant les "sanctuaires de Daech où sont formés ceux qui s'en prennent à la France", en ajoutant "Nous agissons en légitime défense".[2] Depuis le 27 septembre, quatre autres séries de frappes avaient eu lieu en Syrie dans le cadre de l'opération "Chammal" contre l'EI. Cette opération est en cours depuis 2014 dans le cadre de

la coalition internationale menée par les États-Unis qui s'est constituée depuis septembre 2014 en Irak, à la demande de du gouvernement de Bagdad, et en Syrie où elle a jusqu'ici refusé toute collaboration avec le régime de Bachar Al-Assad. Rassemblant une soixantaine de pays dont le Royaume-Uni, la France, les voisins arabes de la Syrie et la Turquie, elle a exclu d'intervenir au sol mais envoyé des soldats former les troupes irakiennes et kurdes et des forces spéciales. Moins d'une douzaine de ses membres effectuent les raids aériens (quelque 8 300 depuis un an, assurés à plus de 80 % par les États-Unis).

La France a appelé les autres états occidentaux à la rejoindre dans sa "guerre contre l'EI". La Grande Bretagne a rejoint la campagne après le vote du Parlement britannique en faveur de frappes aériennes en Syrie contre l'EI le 2 décembre. Les avions britanniques ont d'ailleurs conduit quelques heures après ce vote ses premières frappes aériennes en Syrie contre des installations pétrolières de l'EI.

C'était ensuite au tour du parlement allemand le Bundestag de voter en faveur du projet d'Angela Merkel le 4 décembre d'un déploiement d'au maximum de 1.200 soldats, ce qui en ferait la plus grosse mission de la Bundeswehr à l'étranger, et la participation de six avions Tornado à des missions de reconnaissance en Syrie et d'engager une frégate au côté du porte-avions français Charles-de-Gaulle.

Six pays (États-Unis, France, Royaume-Uni, Canada, Australie et Jordanie) interviennent aujourd'hui en Irak et en Syrie. Le Danemark et les Pays-Bas n'interviennent qu'en Irak. D'autres États (Turquie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis) à l'inverse n'effectuent des frappes qu'en Syrie. Les trois monarchies du Golfe sont moins actives depuis leur engagement en mars au Yémen pour soutenir les troupes du gouvernement de Hadi allié de l'Arabie Saoudite contre une opposition dominée par les réseaux militaires dirigées par l'ancien dictateur Abdullah Al-Saleh et la rébellion Houti, soutenue par l'Iran.[3] Washington, dont le porte-avions Harry Truman est attendu en Méditerranée, a 3 500 soldats



en Irak auxquels vont s'ajouter des forces spéciales (environ 200 hommes en Irak et un renforcement non chiffré des 50 déjà déployés en Syrie).

Plus de collaboration avec la Russie de Poutine

En même temps la France a aussi appelé à davantage de collaborations avec l'Etat russe, qui avait déclaré après les opérations terroristes à Paris que les crimes du 13 novembre confirmaient la justesse de la politique russe en Syrie.

Le 26 novembre 2015, les gouvernements français et russes ont annoncé leur décision de "coordonner" leurs frappes en Syrie contre Daech et notamment pour viser le transport de produits pétroliers. La contrebande pétrolière représente l'une des principales sources de financement de Daech, qui en tire, selon des estimations, 1,5 million de dollars de revenus par jour. La France et la Russie étaient également d'accord pour intensifier leurs échanges d'informations et pour que les frappes ne visent pas ceux "qui luttent contre Daech", en référence aux groupes de l'Armée Syrienne Libre (ASL) qui combattent le régime syrien et l'EI.

Pour rappel, selon le Centre de documentations des violations (VDC) en Syrie[4], depuis le début des opérations militaires russes, le 30 septembre 2015, 80% à 90% des frappes russes n'ont pas visé des zones contrôlées par l'EI, tandis que plus de 520 civils ont été tués par l'aviation russe et environ 100000 ont dû quitter leurs régions du fait des bombardements russes, qui auraient également détruit une dizaine d'hôpitaux, usines à pains, des centres d'eaux potables, des marchés populaires, etc.

Moscou a ostensiblement visé davantage les djihadistes après les attentats de Paris mais continue de frapper des groupes de l'ASL et civiles. Par exemple le 28 novembre 2015, l'aviation militaire russe a bombardé dans la province d'Idlib un dispensaire de soins contenant une boulangerie qui produisait plus de 130000 kg de pain par mois et un centre d'eau potable qui fournissait environ 50000 personnes[5]. De nombreux quartiers populaires à Alep et dans la région Alep et Idlib ont été la cible des bombardements russes.[6]

Divergences et tensions impérialistes

Cette entente des Etats impérialistes pour lutter "contre le terrorisme" de l'EI n'a néanmoins pas réduit les rivalités et désaccords entre les différents acteurs impérialistes régionaux et internationaux.

La destruction d'un bombardier russe le 24 novembre par l'aviation turque à la frontière syrienne témoigne de ses tensions. La Russie a répondu en intensifiant ses bombardements le long de la frontiè-

re turque et dans d'autres zones entre Alep et Idlib. L'aviation militaire russe concentre notamment ses bombardements sur les passages Azaz et Bab al-Salama sur la frontière syrienne et turque pour empêcher le passage de camions et autres. L'objectif étant principalement d'empêcher toute présence de l'opposition dans cette région. Mais si la campagne de bombardement se poursuit avec la même intensité, il pourrait avoir des conséquences désastreuses sur les populations civiles dans cette zone frontalière, qui comprend plusieurs millions de déplacés internes. Ces populations dépendent en grande partie du commerce transfrontalier et de l'aide humanitaire acheminé à travers ces points de passages. Il y a un an, la région d'Alep seul contenait près de 1,8 millions de civils déplacés internes et plus de 1,2 millions de personnes dans la région d'Alep-Idlib. Ces populations recevaient encore une aide alimentaire en Octobre avant l'intensification des bombardements russes dans cette région et surtout sur les points de passages.

Moscou a imposé une série de sanctions économiques contre Ankara, dont le gel de projets d'investissements et l'interdiction d'importation de produits agricoles. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que la Turquie allait commencer à chercher des alternatives à l'énergie russe, promettant que son pays "n'effondrera pas" sous les sanctions russes. La Turquie importe de la Russie 55 pour cent de son gaz naturel et 30 pour cent de son pétrole. "Il est possible de trouver différents fournisseurs", a déclaré M. Erdogan, faisant référence au Qatar et en Azerbaïdjan.[7] Début Décembre, à la suite d'une visite à l'émirat du Qatar, le président Erdogan annonçait avoir signé avec le Qatar un accord pour la livraison de gaz de pétrole liquéfié, en plus de l'installation d'une base militaire turque au Qatar[8]. Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a néanmoins lancé un appel au dialogue avec la Russie, afin de dissiper les tensions.[9]

En même temps, il y a des combats dans la région du Nord Ouest de la Syrie entre une coalition appelée l'Armée de la Conquête (Jaysh al-Fatah), composé de forces islamiques réactionnaires et quelques petits groupes de l'ASL, mais dominée par Jabhat Al Nusra et Ahrar Sham, qui disposent du soutien de la Turquie et du Qatar, face aux forces nouvellement constitués au sein des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), dominés par les YPG (bras armé du PYD, branche syrienne du PKK), les autres groupes jouant un rôle d'auxiliaires, composés de groupes kurdes, syriaques et de l'ASL (comme l'armée des révolutionnaires "Jaysh al-thuwar"), soutenus par les Etats Unis, pour combattre "Daech, ses organisations sœurs et le régime



criminel Baathiste” (dans son appel <http://syriadirect.org/news/15-opposition-groups-in-idlib-aleppo-join-sdf-forces/>). Le FDS a été créé en octobre de cette année, et pour fournir une couverture juridique et politique pour un soutien militaire américain au PKK en Syrie.[10]

Les combats entre ces deux groupes, dont les deux côtés s'accusent d'avoir déclenché les hostilités, se sont concentrés dans la région entre Idlib et Alep, sur le point de passage stratégique de Azaz, qui contrôle l'accès à la ville d'Alep de la frontière avec la Turquie voisine.[11] Dans le cadre de ces combats, les troupes des FDS auraient bénéficié des frappes aériennes russes (ce n'est pas encore confirmé si cela était intentionnel ou pas), qui n'ont pas ciblant des forces du PYD, dont le combat contre l'État islamique a été salué par le président Poutine.[12]

Les Etats Unis ont décidé depuis cet été de soutenir le PKK syrien, le PYD, après son échec de former des bataillons de l'ASL uniquement prêt à combattre l'EI, car il le considère comme l'acteur le plus apte à combattre l'EI. Les Etats Unis espèrent que d'autres groupes de l'ASL rejoindront le FDS, mais les politiques du PYD, notamment de non conflit avec le régime Assad, soutien à l'intervention russe en Syrie, et des exactions commises aussi dans certaines régions contre des civils arabes,[13] empêchent un lien de confiance de s'établir.[14]

De l'autre côté l'Etat Turc ne veut pas voir l'influence du PKK en Syrie s'étendre tout le long de la frontière avec la Turquie et dès lors soutien la coalition de l'Armée de la Conquête, dominé par Jabhat Al Nusra et Ahrar Sham. Ces deux derniers groupes, mais surtout Jabhat Al Nusra, ont depuis l'année 2013, lancés de nombreuses attaques contre les forces du PYD et commis des exactions contre des civils kurdes. [15] C'est sans oublier les membres de l'opposition de la coalition syrienne qui sont alliés avec le gouvernement turc et les monarchies du golfe et a à plusieurs reprises montré son chauvinisme arabe pas différent du régime d'Assad. L'actuel président de la coalition syrienne Khaled Khouja a même déclaré que la victoire de l'AKP aux élections législatives de novembre étaient une lueur d'espoir pour les peuples arabes,[16] malgré les violations des droits démocratiques, répression tout azimut sur divers secteurs de l'opposition et surtout contre les populations kurdes de ce parti au pouvoir.

Les Etats-Unis et la Turquie discutent depuis des mois pour collaborer contre les forces de l'EI présentes dans cette région, mais il n'y a eu aucune avancée.

Nous constatons à nouveau les rivalités entre les différentes puissances impérialistes et sub impérialistes, qui en l'occurrence sont soi disant considérés comme « les amis du peuple syrien », alimentent aussi les rivalités déjà présentes sur le terrain, et malheureusement notamment entre populations arabes et kurdes. Il est absolument nécessaire de recréer une solidarité par en bas des populations qui dépassent les clivages ethniques entre Arabes et Kurdes comme on a pu le voir au début du soulèvement populaire en 2011 et après, ou plus récemment en septembre 2015 dans le quartier d'Alep de Sheikh Maqsoud lors d'une manifestation d'unité entre Arabes, Kurdes Turkmènes et Assyriens contre le régime Assad et Daech et chantant le slogan fameux “le peuple syrien est un et uni”.[17]

Toujours le même objectif : mettre fin au processus révolutionnaire

En dépit de leurs rivalités, les interventions impérialistes partagent un même objectif: liquider le mouvement révolutionnaire initié en mars 2011, stabiliser le régime de Damas en maintenant à sa tête son dictateur (pour un court et moyen terme en tout cas), et tenter de vaincre militairement l'EI.

L'évolution des événements a en effet profité au régime Assad et ses alliés la Russie et l'Iran. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a d'ailleurs déclaré le 5 décembre 2015 qu'il n'envisageait plus un départ du président syrien Bachar Al-Assad avant une transition politique en Syrie, en ajoutant que « la lutte contre Daech est décisive, mais ne sera totalement efficace que si l'ensemble des forces syriennes et régionales s'unissent ». John Kerry, ministre des affaires étrangères des Etats Unis, a déclaré qu'on pourrait imaginer une collaboration entre l'armée du régime Assad et les forces militaires de l'opposition de l'ASL collaboré contre des organisations extrémistes comme Daech sans départ d'Assad.

De plus, la Russie a également intensifiés son intervention sur le terrain en livrant des chars T-90 au régime syrien pour soutenir la progression des troupes d'Assad au sud d'Alep.[18]

Le président russe Vladimir Poutine et le guide suprême d'Iran, l'ayatollah Khamenei, les deux grands alliés du régime syrien, ont d'ailleurs affiché le 23 novembre 2015 à Téhéran leur entente parfaite pour rejeter toutes « tentatives extérieures de dicter » son avenir à la Syrie. Pour sa première visite en Iran depuis huit ans, Vladimir Poutine s'est rendu dès son arrivée à la résidence du guide suprême Khamenei. La Russie et l'Iran ont resserré leurs liens ces dernières années avec une importante coopération économique et militaire, comme en témoigne le



récent contrat sur la livraison, d'ici à la fin de l'année par la Russie à l'Iran, de systèmes de missiles de défense antiaérienne S-300. Avant sa venue à Téhéran, Poutine a également levé l'interdiction de vente et de livraison de matériel technologique lié au nucléaire, conformément à l'accord nucléaire de juillet entre l'Iran et les grandes puissances, dont la Russie. Moscou peut désormais vendre et livrer à l'Iran du matériel et des équipements visant à « moderniser » le site nucléaire iranien de Fordo ainsi que pour le réacteur nucléaire d'Arak, selon un oukase présidentiel publié, par le Kremlin. Moscou autorise également "l'exportation depuis l'Iran d'uranium enrichi, d'un volume supérieur à 300 kg, contre le transfert vers l'Iran d'uranium naturel".

Les Etats occidentaux de leurs côtés se sont rapprochés de la Russie et ne condamnent que rhétoriquement certains de ses bombardements, tout en ne s'y opposant pas réellement. En même temps la Russie et Israël ont annoncé leur intention de développer et approfondir leur collaboration militaire.[19]

Car comme on l'a vu auparavant l'aviation militaire russe continue à bombarder des quartiers populaires et infrastructures civiles en Syrie tandis la coalition internationale n'a pas attendu très longtemps pour commettre sa première bavure le 7 décembre 2015 avec la multiplication des raids depuis le 13 novembre. Au moins 26 civils, dont 7 enfants, ont été tués dans un village du nord-est de la Syrie, al-Khan, dont la périphérie est contrôlée par les djihadistes de l'EI, après des frappes par la coalition conduite par les États-Unis, selon l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme.

En même temps l'Arabie Saoudite continue de vouloir dominer l'opposition syrienne en organisant la "conférence pour l'unification de l'opposition" de Ryad, qui réunit différentes forces de l'opposition syrienne civiles et militaires (des groupes de l'ASL mais aussi Ahrar Sham [20] et l'Armée de l'Islam [21] coupable d'exactions contre des forces démocratiques et activistes pro révolution et ont un programme politique réactionnaire demandant notamment l'établissement d'un Etat Islamique) entre le 8 et 10 décembre pour établir un document conjoint et préparer les négociations avec le régime Assad pour une transition politiques, et en donnant à la coalition syrienne, alliée à la Turquie et aux monarchies du Golfe, environ 40 (dont plusieurs sous le label indépendants, mais membre de la coalition) invitées sur les 103, constituant la plus force la plus représentée.[22] Les autres invités sont les forces d'opposition armées représentés par 19 figures et 63 personnalités de différents courants de l'opposition, notamment la Commission Nationale de Coordination, des personnalités de la Conférence du Cai-

re, le courant de "la construction de l'Etat" de Louay Hussein, des personnalités indépendantes, des hommes d'affaires et des hommes de religion, dont Oussama al-Rifa'i du conseil islamique syrien et personnalité proche de la bourgeoisie conservatrice sunnite de Damas avant son départ en 2011. [23]

Le PYD n'a pas été invité en raison de l'opposition de la Turquie et a organisé en contre partie une réunion avec d'autres petits groupes d'oppositions arabes, kurdes et assyriens dans la ville de al-Malikiyah (Nord-Est), proche de Hassake, pour affirmer qu'ils "méritaient" plus que d'autres de participer à l'élaboration d'un scénario de transition politique dans le pays ravagé par la guerre.

Daech et Jabhat Al-Nusra n'ont pas été invitées.

Conclusion

Les aspirations et résistances populaires du peuple syrien en luttant sur le terrain sont complètement ignorées et combattues. Par exemple dans la petite ville de Burkmal, à l'est de la ville de Deir Zor, occupé par l'EI, les actes de résistances populaires des habitant-es n'ont cessé d'augmenter ces dernières semaines contre les membres de Daech, notamment avec des manifestations et en affichant au-dessus d'une école le drapeau de la révolution syrienne, honni par les djihadistes, tandis qu'en même temps un commando armé, lié à des groupes de la révolution, a assassiné quatre des combattants du groupe de l'EI dans la ville.[24] Dans la ville de Minbej, dans la campagne d'Alep, et ses environs, plusieurs manifestations ont eu lieu contre la répression de l'EI des populations locales, notamment des peines de morts pour "apostasie". Des membres de l'EI, dont un juge des tribunaux religieux instaurés par l'EI, ont été assassinés à plusieurs reprises aussi. [25] Dans la ville de Raqqa et la province de Deir Zor, un commando de l'ASL, nommé Linceul blanc, mène des attaques de guérilla limitées sur les unités militaires de l'EI.[26]

Comme le disait un activiste de la ville de Raqqa après les attentats du 13 novembre, la ville est "devenue une étape dans la vengeance internationale".[27] Il ajoutait "si un avion explose au-dessus de l'Egypte, Raqqa est bombardée. si un avion jordanien est abattu, Raqqa est bombardée; après les attentats à Paris, Raqqa est bombardé. "Un autre activiste de la ville de Raqqa aussi exprimait sa frustration après les premiers bombardements britanniques en affirmant sur tweeter son opposition à ces derniers sur la ville de Raqqa. Il ajoutait aussi que cela ne changera à rien à la situation sur le terrain et qu'au contraire les puissances occidentales oublieraient qu'il y avait encore environ 500 000 civils innocents à l'intérieur de la ville." [28] Un porte-



8 - Bilan humain et économique de la guerre civile

Syrie : l'enfer jusqu'à quand ?

Ismaël Dupont

16 mars 2015

<http://www.le-chiffon-rouge-morlaix.fr/2015/03/syrie-l-enfer-jusqu-a-quand.html>

La guerre civile en Syrie dure maintenant depuis quatre ans. Le bilan humain est effroyable.

Ce conflit a déjà causé 220 000 morts, un million de blessés graves, de gens qui ont tout perdu, et 4 millions de réfugiés dans d'autres pays, principalement le Liban (1,15 million de réfugiés), la Jordanie, la Turquie, l'Irak, l'Egypte dans une moindre mesure. Cette guerre barbare s'est encore intensifiée en 2014, qui a été l'année la plus meurtrière : 76 000 personnes y ont été tués.

En tout, sur ce pays de 23 millions d'habitants en 2011, 11 à 12 millions ont été déplacés, ont dû fuir leur domicile.

La situation humanitaire des populations syriennes, en Syrie et à l'étranger dans les camps de réfugiés, est catastrophique. Le régime de Bachar al-Assad, qui se sent de plus en plus en position de force depuis que les "occidentaux" et leurs alliés font une guerre aux "rebelles" fanatiques de l'Etat Islamique en Irak et en Syrie, utilisant pour alliés les milices chiites du Hezbollah, les forces chiites irakiens, et l'armée loyaliste syrienne, bloque l'accès aux zones "rebelles" par les convois humanitaires. Un article de Benjamin Barthe dans *Le Monde* du 14 mars rappelle que selon les décomptes de l'ONU, "entre 2013 et 2014, le nombre de Syriens ayant bénéficié des convois d'aide onusiens dans les zones les plus gravement touchées est passé de 2,9 millions à 1,2 million, soit un effondrement de 63%. Sur les 115 demandes de convois soumises au gouvernement syrien dans l'année passée, seulement 50 ont reçu l'agrément de Damas." Pourtant, le nombre de personnes vivant dans des zones de guerre de haute intensité en Syrie a presque doublé, passant de 2,5 millions en 2013 à 4,8 millions depuis 2015. 80% de la population syrienne vit désormais sous le seuil de pauvreté : l'espérance de vie a chuté de 20 ans en 4 ans, pour tomber à 55 ans.

L'aide internationale pour les camps de réfugiés syriens au Liban, en Jordanie ou en Turquie est très insuffisante et s'est considérablement réduite à me-



Affiche d'Amnesty International-2013

sure que la guerre civile gagnait en férocité et que le nombre de réfugiés augmentait: pour exemple, le budget du service d'aide humanitaire et de protection civile de la commission européenne est tombé de 34 millions d'euros en 2012 à 15 millions d'euros en 2015. Dans beaucoup de camps, on passe l'hiver

dans le froid, on ne mange pas à sa faim, on vit dans des conditions sanitaires et de surpopulation déplorables. En décembre 2014, faute de recevoir suffisamment de dons des Etats, le Programme alimentaire mondial a "dû" baisser son assistance mensuelle de 24 à 13 dinars (32 à 17 euros) par personne (et par mois), faute de dons. Handicap International se prépare à réduire ses activités après une nouvelle entaille de 20% dans un budget de 7 millions d'euros (venu de l'UE). "Il y a un désintérêt massif de la communauté internationale pour la crise syrienne, alerte Anne Garella, représentante régionale. Les financements sont inversement proportionnels aux besoins. Les deux tiers de la population sont dans le besoin et les mécanismes d'adaptation s'épuisent" (article d'Hélène Sallon dans *Le Monde* du 14 mars 2015). Au Liban, l'aide financière internationale aux réfugiés installés depuis des mois est passée de 30 € à 19€ par personne et par mois.

Dans les zones tenues par l'Etat islamique, en raison des attaques contre des humanitaires, de nombreuses associations humanitaires comme MSF ont renoncé à intervenir pour assister les populations en détresse.

La Syrie est-elle abandonnée de tous ?

Pas tout à fait: certains lobbies chrétiens d'Occident s'émeuvent aujourd'hui du sort des chrétiens d'Orient, désormais des cibles de l'Etat islamique. On va même jusqu'à regretter qu'on ait pas davantage soutenu Bachar al-Assad contre la "montée de l'islamisme" ou par exiger qu'on normalise nos relations avec lui au nom de la lutte contre l'islamisme et le djihadisme.

Ils ont raison d'un certain point de vue, malheureusement: l'avenir de communautés chrétiennes qui vivaient depuis presque deux millénaires en Irak et



en Syrie est tragiquement compromis et celles-ci ont été et sont toujours victimes d'exactions et d'humiliations terribles de la part des islamo-fascistes de l'Etat islamique.

En même temps, l'indignation ne doit pas être unilatérale. Pour dire les choses naïvement et brutalement, la vie et l'avenir des chrétiens d'orient ont autant de valeur que ceux de la majorité sunnite et musulmane de Syrie.

Les chrétiens ont été pris en otage par le régime de Bachar Al-Assad, qui a cyniquement utilisé la peur de l'islamisme et de la dictature de la majorité sunnite en même temps qu'il renforcerait pratiquement la dimension communautaire du conflit.

Trop longtemps, les autorités religieuses chrétiennes, et une partie des chrétiens de Syrie, notamment la bourgeoisie, ont soutenu le régime sectaire, sanginaire et corrompu de Bachar al-Assad en y voyant un rempart pour la préservation de leurs intérêts communautaires, alors que de nombreux chrétiens avaient participé à la révolte populaire du printemps 2011.

L'approche des français et des occidentaux sur le conflit syrien est aujourd'hui essentiellement d'ordre sécuritaire. La Syrie est perçue comme un foyer de terrorisme et de progression d'un islamisme radical extrêmement dangereux. On s'inquiète du départ de nos jeunes convertis pour la Syrie, et il y a de quoi, car beaucoup vont se fracasser dans une guerre atroce. On s'inquiète de leur hypothétique retour et de la guerre qu'il pourrait porter en Europe.

On s'inquiète moins de voir les Syriens refoulés d'Europe : seuls les Allemands et les Suédois ont fait un petit effort pour accueillir légalement des réfugiés syriens (10 000). La France, si prompt à donner des leçons au monde entier, qui est l'ancienne puissance colonisatrice de la Syrie entre 1918 et 1945, n'en a accueilli que 500, sur 4 millions. Et cela alors même que l'arrivée des syriens sur les côtes italiennes dans des bateaux de fortune a été multipliée par huit en 2014.

Cette indifférence morale, ce cynisme, cette non-assistance à un peuple qui a traversé une des tragédies les plus terribles depuis la seconde guerre mondiale, inspirent la colère et la nausée.

D'autant que cela succède à l'inaction face au massacre de son peuple par Bachar al-Assad et son armée depuis 4 ans. Nous n'avons pas sérieusement armés les rebelles modérés qui se battaient pour renverser la dictature de Bachar, pour qu'ils puissent au moins défendre la population civile des zones qu'ils contrôlaient contre les bombardements de Bachar al-Assad. Nous n'avons pas réalisé ces "couloirs de protection aérienne" pour protéger les

déplacements de civils, empêcher le bombardement des villes et des villages. N'oublions pas que 80% des victimes de cette guerre sont imputables au régime de Bachar al-Assad et à ses alliés : bombardements massifs et indiscriminés, largages de barils d'explosifs sur les populations civiles des villes et quartiers rebelles (Alep notamment, tout au long de 2014), tortures et exécutions extrajudiciaires : autant de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité qui sont directement imputables à ce régime.

Cette guerre civile est aussi un conflit international : avec l'Iran et le Hezbollah libanais à base chiite qui soutiennent le régime de Bachar al-Assad, comme la Russie et dans une moindre mesure le gouvernement à base chiite d'Irak. La Turquie soutient elle la rébellion, comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, même si ceux-ci prennent aujourd'hui des distances avec Daesh, l'Etat Islamique, qu'ils perçoivent eux aussi comme une menace.

A partir de mars 2011, le pouvoir de Bachar el-Assad a décidé de mater la révolte populaire, d'abord pacifique et démocratique, par tous les moyens à sa disposition. Dès le départ, ce pouvoir contesté pour son caractère anti-démocratique, ultra-répressif et oligarchique, et aussi parce qu'il condamnait au désespoir et à l'absence de perspectives toute une jeunesse exclue des bénéfices du libéralisme économique et de la vente des industries et services à des firmes privées contrôlées par le clan el-Assad et ses alliés, a tout fait pour discréditer et mater de manière impitoyable une révolte qui au départ n'avait pas de dimension confessionnelle ou communautaire très affirmée.

Dès le départ, il s'est dit menacé par des terroristes islamistes manipulés ou venus de l'étranger alors que l'évidence était qu'il était contesté dans ses pratiques par une grande partie de la jeunesse et de la population avides de liberté, de dignité et d'égalité, et inspiré par l'exemple des printemps arabes et des révolutions tunisiennes et syriennes.

Certes, la base sunnite de la population syrienne se sentait plus qu'une autre humiliée par la domination de l'appareil policier et totalitaire du clan el-Assad, issu d'une minorité culturelle et religieuse en Syrie, les alaouites, représentant 10 à 12 % de la population, et présente surtout dans les montagnes côtières de la côte méditerranéenne et les grandes villes, Damas et Alep.

Les Alaouites à partir de 1970 ont été surreprésentés dans les postes clés de l'armée, de l'appareil sécuritaire, du pouvoir politique et économique.

Mais on trouvait aussi dans les manifestations pour exiger des réformes démocratiques et sociales des



alaouites, des chrétiens, des démocrates et progressistes laïcs. En même temps évidemment que des musulmans pratiquants plus ou moins inspirés par l'idéologie des Frères musulmans, mouvement sévèrement réprimé au début des années 1980 par Hafez al-Assad, le père de Bachar, responsable des terribles massacres de Hama en 1982 qui ont fait entre 20 000 et 25 000 morts sur 200 000 habitants (février 1982).

Lisons le témoignage de la militante communiste Nahed Badawie sur les premiers temps de la révolte démocratique syrienne, au printemps 2011, recueilli par François Burgat à Beyrouth en janvier 2013 (cité dans l'excellent recueil d'articles *Pas de printemps pour la Syrie*. Editions la Découverte, 2014 – sous la direction de François Burgat et Bruno Paoli).

« Parmi les procédés employés par le régime dès le début pour instiller la peur et la haine sectaire, je me souviens de cette petite vidéo terrifiante que nombre de mes amis avaient reçue sur leur téléphone et qui leur avait été communiquée très officiellement sur leur lieu de travail – alors qu'il était dangereux d'avoir sur son portable des vidéos de la révolution. On y voyait un supposé révolutionnaire, clairement identifié comme "salafite", brandir plusieurs secondes une tête qu'il tenait par les cheveux et dont s'écoulait encore du sang. Cette propagande, si grossière soit-elle, avait malheureusement un réel impact sur les gens de condition modeste. Cela ne prenait pas sur les intellectuels et tous ceux qui avaient une certaine capacité d'analyse. Mais je me souviens que même un ami ingénieur, malgré son bagage scientifique, ne mettait pas en doute les plus grossières de ces "preuves".

Un des moments forts de mon expérience militante, c'est peut-être la première fois où j'ai crié moi-même : "Le peuple veut la chute du régime !" Il faut rappeler que les autorités ont tué des manifestants dès les premières semaines. Chaque vendredi était donc inévitablement suivi d'une cérémonie d'enterrement qui regroupait dix fois plus de gens que ceux qui avaient participé à la manifestation. Alors le régime s'est mis à ouvrir le feu également sur ces cortèges qui prenaient des allures de manifestations. Il y avait ensuite, peu après ou quarante jours plus tard, les "majalis 'aza" les cérémonies de condoléances. Ces rencontres ont très vite elles-mêmes pris des allures de manifestations.

Je me souviens tout particulièrement de l'une d'entre elles, dans la cité de Qabun, un quartier de Damas où je n'avais jamais mis les pieds. Un long couloir introduisait au grand espace où se déroulait la cérémonie. Des amis se tenaient à l'entrée pour vérifier qu'aucun des participants ne faisait partie des services de sécurité. Nous défilions ensuite devant les proches et les

parents. Des délégations de tous les quartiers, mais également de nombreuses villes du pays, se présentaient fièrement, à voix haute. Comme j'étais accompagnée d'amis venant d'un quartier pouvant faire penser qu'ils étaient chrétiens, lorsque nous sommes entrés, le slogan de nos hôtes alignés dans le couloir est devenu : "Un, un, un, le peuple syrien est un !" C'était une façon de bien signifier le rejet des manœuvres sectaires du régime. Il y avait dans la salle une tribune et nous avons été invités à nous y installer. En face de moi, j'ai vu une véritable marée humaine. Un des animateurs s'est approché de nous et dans un micro a dit tranquillement : "Le peuple veut abattre le régime !" et nous avons tous repris en chœur. Puis il m'a tendu le micro. Je ne savais trop que dire. J'ai crié "Un, un, un, le peuple syrien est un !". Ce fut un moment très fort, extrêmement émouvant... Ce qui était émouvant dans ce genre de circonstances, c'est cette sensation que les Syriens de confession et de quartiers divers se découvraient les uns les autres pour la première fois. Des gens qui ne se seraient jamais parlés apprenaient à se connaître ».

Au printemps et à l'été 2011, le régime a joué d'une double carte contre les manifestants pacifiques revendiquant la démocratie, la liberté et la dignité : la désinformation pour en faire des personnes manipulées par les islamistes et les étrangers hostiles aux intérêts syriens, la répression cruelle par l'armée et les moukharabat, les services de renseignement de l'armée de l'air, de concert avec les chabbihas, des voyous sans foi ni loi, souvent d'origine alaouite, travaillant autrefois pour les intérêts mafieux des proches du régime, et se comportant en "bêtes fauves" contre les manifestants, puis les insurgés.

« Dans ces premiers mois de la guerre, pour terroriser les révolutionnaires, en leur montrant le sort qui attend ceux qui refusent d'abandonner le combat, les "moukhabarat" commettent des crimes particulièrement abjects, torturant et émasculant un enfant de quatorze ans, tranchant la gorge du chanteur qui a galvanisé durant plusieurs semaines les manifestants à Hama, coupant les jambes d'un homme ayant foulé aux pieds un portrait de Bachar – al Assad. Ils laissent filtrer des scènes insoutenables : séances de torture, égorgement d'un homme, viol de jeunes femmes... Le dévoiement de la révolution pacifique en conflit armé, et peut-être en guerre civile confessionnelle, fait partie de leur projet. Les armes à la main, le régime ne peut être défait » (Wladimir Glasman, dans *Pas de printemps pour la Syrie*).

Cette stratégie machiavélique de militarisation de la rébellion et de communautarisation du conflit s'accompagne d'une libération et d'une instrumentalisation de prisonniers djihadistes radicaux et salafistes.



La violence de la répression a fatalement engendré une montée en puissance de la réponse militaire et communautaire ou confessionnelle dans la majorité sunnite de la population syrienne (environ 75 à 80% des syriens), la partie de la population sur laquelle la répression s'est abattue avec le plus de violence. Seulement, la plupart des jeunes insurgés en armes se battent au départ, non pour une société islamique, mais, en tant que musulmans fiers de leur appartenance et de leur solidarité face à l'adversité, pour la justice, la liberté, l'égalité, une nation délivrée de Bachar, perçu comme un tyran sans morale aucune. La résistance nationale est première par rapport à l'affirmation religieuse même si celle-ci se renforce avec le durcissement du conflit, la formation idéologique des jeunes recrues et leur expérience de la haine contre le régime "alaouite".

Les cadres de Jabhat al-Nosra, le futur EIL Etat Islamique, qui va servir de cheval de Troie dans la rébellion et faire la guerre à l'Armée Syrienne Libre tout autant qu'aux forces de Bachar al-Assad, sont d'abord sortis de prison ou laissés tranquilles et utilisés par le régime après leur retour du djihad en Irak. La violence sectaire et la montée en puissance des islamistes djihadistes fait partie du plan du régime pour obtenir un revirement de la communauté internationale et un renversement des alliances, et se maintenir au pouvoir.

Pourtant, à ce stade du conflit, beaucoup d'observateurs pensent qu'il sera impossible de trouver une solution à tyrannie militaire et à la progression de l'Etat islamique sans rendre possible le départ de Bachar al-Assad et la destruction de son régime criminel honni par les deux tiers au moins de la population syrienne, et sans mettre fin à la domination sans partage des intérêts chiites en Irak. Croire qu'on va faire la guerre efficacement à l'Etat Islamique et l'éradiquer en renforçant de fait la légitimité du régime syrien est sans doute illusoire car l'Etat islamique, quoique ses méthodes et le type de loi islamique dont il se revendique sont étrangers à l'histoire, à la tradition religieuse et sociale syrienne, n'est pas simplement un produit d'importation : il séduit bon nombre de jeunes sunnites qui ont été formés et fanatisés par la guerre et y voient une force susceptible de vaincre le régime honni de Bachar al-Assad.

L'ONU et les états occidentaux, la Russie, et l'ensemble de la communauté internationale, ont une responsabilité écrasante dans la tragédie syrienne.

Nous avons abandonné aux monstruosité de la répression et de la guerre sectaire une population qui ne demandait qu'à vivre libre, en paix, et dans une nation syrienne plurielle.

L'ONU parce qu'à aucun moment elle n'a pu se donner ou trouver (du fait de son organisation héritée de la seconde guerre mondiale) les moyens, en raison notamment du veto russe, de protéger la vie des populations civiles contre un Etat qui faisait la guerre à sa population avec l'appui de l'Iran.

Les Etats occidentaux car ils n'ont pas su, soit armer l'opposition militaire modérée, soit la pousser à la négociation en l'organisant et surmontant les divisions des représentants de l'opposition. Obama en renonçant aux frappes contre le régime syrien suite à l'emploi des armes chimiques contre des quartiers rebelles permis à Bachar al-Assad de continuer à bombarder et soumettre impunément par les moyens les plus barbares la majorité hostile à sa dictature du peuple syrien. Les financeurs d'Arabie Saoudite, du Qatar, de Turquie qui ont pu soutenir et organiser parfois des factions combattantes islamistes peu fréquentables.

Il se trouve aujourd'hui des gens, notamment à l'extrême-droite, pour applaudir Bachar al-Assad ou Poutine qui l'a soutenu contre vents et marée pour affirmer son pouvoir de nuisance face aux "intérêts occidentaux".

Dans l'opinion même, l'épouvantail de l'Etat islamique tend à réhabiliter a posteriori la dictature prétendument "laïque" de Bachar.

C'est un point de vue basé sur des réflexes de guerre froide, de croisade, ou de culte de la force fasciste, qui ne tient pas compte du droit à la liberté et à la dignité des peuples, qui fait peu de cas du caractère criminel et inhumain de ce régime, de son cynisme profond qui a conduit à la quasi-destruction d'une civilisation héritière d'une longue histoire et marquée par la cohabitation relativement tolérante de confessions et de communautés différentes.

Après la colonisation de la Palestine, la guerre au Liban, celle d'Irak, la guerre en Syrie semble parachever l'agonie d'un certain visage du Proche-Orient, tel qu'il s'est construit en civilisation multiculturelle brillante avant même l'empire Ottoman, depuis l'Antiquité et la conquête musulmane.

Malgré tout, la Syrie et les Syriens doivent pouvoir revivre, sortir de cet enfer.

Ce sont nos frères en humanité et en aspirations, nous ne pouvons continuer à les abandonner.

C'est la responsabilité de nos gouvernements de trouver un chemin pour reconstruire la paix, la sécurité, et construire une démocratie en Syrie. Cela passe peut-être par des négociations sérieuses avec l'Iran.

Ismaël Dupont



9 - En guise de conclusion

Ni Daech, ni Assad, pour une paix juste

Mouvement pour le Socialisme (MPS)

16 octobre 2015

<http://alencontre.org/moyenorient/syrie/ni-daech-ni-assad-pour-une-paix-juste.html#more-30775>

Les diverses initiatives militaires, en Syrie, d'une coalition hétéroclite contre ledit Etat islamique (Daech) participe d'une réécriture politique propagandiste du "printemps arabe" en Syrie. Le soulèvement massif et pacifique de la population, dès mars 2011, est effacé des mémoires médiatisées. Sont gommées, de plus en plus: la terrible répression du régime Assad, opérée par ses régiments "spéciaux" et par ses criminels mafieux, les chahiba, qui s'approprient les biens des habitants de régions dites sous contrôle du régime, par ses hélicoptères déversant des barils de TNT. L'emprisonnement et la torture effrayante de dizaines de milliers de personnes ont été prouvés par les photos et documents de "César". A cela s'ajoutent la destruction par les chars de quartiers entiers, maison après maison, la dévastation d'hôpitaux et de cliniques, l'utilisation des armes chimiques en août 2013 (ce qui s'est répété au premier semestre 2015).

• **La réalité de cet "Etat de barbarie"**, comme l'avait écrit Michel Seurat (*Syrie. L'Etat de barbarie*, 1989), ne semble plus être la source véritable de la tragédie dans laquelle est plongée, depuis quatre ans, la population de Syrie. Autrement dit, la propagande à la Goebbels de la dictature de Bachar el-Assad, qui démarra dès les premiers jours du soulèvement, acquiert aujourd'hui un pseudo-statut de véracité médiatique. En effet toutes les puissances militaires ainsi que les Etats réactionnaires de la région font de Daech (Etat islamique) le seul ennemi à combattre militairement. Ils valident ainsi le discours dictatorial d'Assad : « *Je mène une guerre contre des terroristes manipulés par des forces étrangères. Vous devez reconnaître et comprendre la légitimité de l'autodéfense du régime.* »

Présenter le régime Assad comme le pilier d'une "transition vers la normalisation" revient, de facto, à le défendre face à la très large majorité de la population syrienne, qu'elle connaisse le statut d'exilé interne ou de réfugié dans divers pays. De Washington à Moscou en passant par Téhéran – au-delà d'intérêts divergents – est donc soutenue la pérennité du régime. Ce qui rend impossible une paix juste permettant à un peuple supplicié de reconquérir des droits démocratiques et sociaux élémentaires.

• **Poutine, depuis le 30 septembre**, lance son opération de bombardements en Syrie. Les troupes russes appuient le noyau des forces répressives liées

au régime d'Assad. Le but du Kremlin est clair : renforcer la position militaire d'un régime qui était de plus en plus affaibli. Pour l'appuyer, Poutine fait appel à Vsevolod Tchaplina, chef du Département des Affaires publiques de l'Eglise orthodoxe russe. Ce dernier déclare à Moscou : « *La lutte contre le terrorisme est une guerre sainte et, de nos jours, notre pays, la Russie, est peut-être celui qui le combat le plus activement.* » Dès 2012, Tchaplina affirmait le soutien au président Bachar el-Assad et attribuait à la Russie le rôle de « *défenseur des chrétiens du Moyen-Orient qui doivent désormais faire face à un génocide* ». Poutine trouve dans la hiérarchie catholique orthodoxe la sanctification nationaliste et religieuse de son intervention impérialiste. Le protestant méthodiste G. W. Bush – adepte des citations de Jésus-Christ – avait fait de même en déclarant "la guerre du bien contre le mal" suite aux attentats du 11 septembre 2001, deux ans avant l'intervention américaine en Irak en 2003.

Ce genre de "guerre sainte" chrétienne-orthodoxe n'est pas pour déplaire aux Assad. Ils ont toujours joué simultanément la carte de « protecteurs des minorités religieuses », de "rempart" contre l'islamisme (écrasement de la population de Hama en 1982) et d'une prétendue laïcité. Les forces de Daech ne manqueront pas d'utiliser cette "guerre sainte" moscovite pour conforter leur propre "djihad".

L'histoire de la barbarie coloniale et impérialiste dans la région ne peut être séparée de ce "choc des barbaries" qui est présenté, de manière frauduleuse, comme un conflit irrationnel entre chiites et sunnites. Un conflit qui pourrait illusoirement prendre fin si des acteurs "rationnels" – de Bachar à Poutine en passant par Obama et Staffan de Mistura (envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie) – organisaient une transition avec Assad ou au mieux un assadisme sans Assad. Le peuple syrien étant sacrifié sur l'autel des intérêts concrets des puissances impérialistes, du clan au pouvoir depuis 45 ans en Syrie et des acteurs réactionnaires de la région.

• **Le président iranien, Hassan Rohani**, lors de l'Assemblée des Nations unies à New York, le 28 septembre 2015, a déclaré que le régime de Bachar el-Assad « *ne devait pas être affaibli* » si « *l'Occident souhaitait vraiment combattre le terrorisme* ». Rohani soulignait que le retrait de Bachar el-Assad transformerait la Syrie en havre pour les



"terroristes", terme employé par le régime syrien pour désigner les rebelles et toute opposition. Dès le mois de juin 2015, Qassem Soleimani, le patron de la force Al-Qods, division spéciale du corps des Gardiens de la révolution, déclarait : « *Dans les jours qui viennent, le monde va être surpris par ce que nous préparons, en coopération avec les chefs militaires syriens.* » La surprise faisait allusion à la reprise de villes perdues par les forces de Bachar telles que Idlib, Jisr al-Choughour, Palmyre. A la même époque, une source provenant des services de sécurité syriens éclairait le sens du renforcement de la présence de troupes iraniennes, du Hezbollah libanais et de milices chiites irakiennes : « *Quelque 7000 combattants iraniens et irakiens sont arrivés ces dernières semaines en Syrie pour la défense de la capitale [...]. Le plus important contingent est irakien. Le but est d'arriver à 10'000 hommes pour épauler l'armée syrienne et les milices pro-gouvernementales, d'abord à Damas, et dans un second temps pour reprendre Jisr al-Choughour, car c'est le verrou vers la côte méditerranéenne et la région de Hama, au centre du pays.* »

Avec l'intervention ouverte de l'aviation russe fin septembre, préparée depuis des mois, le dispositif aboutissant à la remise en selle de la dictature syrienne saute aux yeux. Le pouvoir du Kremlin profite du borbier dans lequel l'impérialisme américain s'est enfoncé en Irak et en Afghanistan pour élargir sa présence en Syrie (Tartous) et dans la région: relations avec le dictateur Sissi à qui des armes sont livrées et avec le régime sectaire et corrompu irakien de Haïder al-Alabadi. Poutine peut de la sorte accentuer une campagne de propagande nationaliste en Russie. Ce qui contrecarre partiellement les effets impopulaires de la crise économique. Enfin, il justifie tous les moyens répressifs utilisés contre les dits islamistes du Caucase. Pour l'heure, l'effet boomerang possible de sa politique au Caucase ne s'est pas encore concrétisé.

- **L'administration Obama**, qui depuis un an organise avec une coalition hétéroclite des bombardements sur la Syrie contre Daech, critique avec hypocrisie le pouvoir russe de ne pas viser en priorité le même ennemi. Cette même administration, le 10 septembre 2013, dénonçait "un dictateur" qui "viole la loi internationale avec du gaz empoisonné". Or, l'administration Obama, comme d'autres forces impérialistes, se sont toujours refusées à livrer aux rebelles des armes efficaces contre les hélicoptères déversant des barils de TNT et les blindés syriens. Or, depuis 2011, les forces rebelles réclamaient cette aide. Face à ce manque d'appui effectif, des Etats de la région (Arabie saoudite, Qatar, Turquie) ont joué leurs propres cartes en armant des groupes djihadistes, aujourd'hui visés par les Soukhoï rus-

ses. L'armée de Bachar avait la même pratique. Une sérieuse étude du *Jane's Terrorism & Insurgency Centre* (IHS) démontrait qu'en 2014 seulement 6% des 982 opérations "contre-terroristes" du régime syrien visaient Daech.

Autrement dit, Daech a servi la diplomatie des Assad et de ses protecteurs russe et iranien. Quant à l'aviation états-unienne ou française, elles visent Daech (avec peu de succès), mais ne touchent pas aux forces du régime. Des contradictions existent entre les intérêts des acteurs impérialistes, mais dans ces tensions Assad est celui qui est épargné.

- **Aujourd'hui, remettre Assad** au centre d'une "solution en Syrie" est directement lié pour les puissances impérialistes européennes à un objectif: tarir la source de "la vague de migrant-e-s". L'aveuglement des membres de l'UE est révélé par un simple fait. Tous les rapports des organisations humanitaires indiquent que celles et ceux qui quittent, aujourd'hui, la Syrie sont des ressortissants de régions contrôlées encore par la dictature syrienne. Mais ils ne peuvent plus supporter la barbarie des mafias et des gangsters chahiba qui les extorquent de toutes les manières. De plus, beaucoup d'entre eux veulent aussi échapper à la conscription dans l'armée du dictateur. Les millions de réfugiés se trouvent déjà depuis des mois au Liban, en Jordanie, en Turquie.

Le régime de l'autoritaire Recep Tayyip Erdogan utilise la crise migratoire pour négocier avec l'UE. Les réfugiés seront fixés en Turquie à condition que l'UE supprime les visas pour les Turcs, fournisse une aide d'un milliard de dollars dans ce but et, en plus, qu'elle accepte, en silence, la guerre menée par son armée contre le peuple kurde. La mise en place d'une zone tampon à la frontière turco-syrienne participe du combat contre les Kurdes.

- ♦ **Aucune paix juste et durable** pour la population n'est possible en laissant au pouvoir Assad qui, pour rappel, a fait plus de victimes que les criminels de Daech. Les interventions impérialistes et le sauvetage d'Assad prolongent une guerre civile dont le prix humain est terrible. Une aide massive aux réfugié-e-s, une paix, y compris avec la présence de troupes de l'ONU, répondent certainement, aujourd'hui, aux vœux de la très large majorité des Syriens qui espèrent participer à la reconstruction de leur pays conjointement à l'édification d'une société démocratique assurant les droits civiques, civils et sociaux pour toutes et tous.

(MPS, 16 octobre 2015)

Ce texte a été distribué par le Mouvement pour le Socialisme (MPS) lors de la manifestation organisée à la place des Nations à Genève, le 16 octobre 2015.



Annexes

La Syrie entre révolution et contre-révolutions

Gilbert Achcar et Terry Conway

2 octobre 2013

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30084>

Gilbert Achcar a passé sa jeunesse au Liban et enseigne aujourd'hui les sciences politiques à la School of Oriental and African Studies de Londres. [...] Il répond ici aux questions de Terry Conway pour le site britannique Socialist Resistance.

Terry Conway – Peux-tu évaluer l'état actuel du soulèvement arabe dans son ensemble, avant de revenir plus spécifiquement sur la Syrie ?

Gilbert Achcar – Ce qui se passe aujourd'hui confirme ce qu'on pouvait dire depuis le début ; ce qui a commencé en Tunisie en décembre 2010 n'était pas un "printemps", comme les médias l'ont appelé, soit une brève période de changement politique durant laquelle un quelconque despote est renversé, ouvrant la voie à une bonne démocratie parlementaire, et c'est tout. Ces soulèvements étaient présentés comme des révolutions "facebook", une variante des "révolutions de couleur" [dans le monde "post-communiste", NDT].

J'ai insisté tout d'abord, depuis le début, sur le fait qu'une telle perception déformait la réalité. Ce qui a commencé à prendre forme en 2011, c'est un processus révolutionnaire à long terme, qui va se développer sur plusieurs années, voir sur des décennies, surtout si nous prenons en compte son extension géographique.

De ce point de vue, nous n'avons assisté qu'à l'ouverture de ces processus. Dans quelques pays, ils ont réussi à dépasser le stade initial de renversement du gouvernement ; c'est le cas en Tunisie, en Egypte et en Libye – les trois pays où le régime a été renversé par le soulèvement. Et on peut voir que ces pays sont encore dans un état de confusion, d'instabilité, qui est typique des périodes révolutionnaires.

Ceux qui croient un peu vite que le soulèvement de la région arabe a pris fin, ou qu'il est mort-né, se fondent sur la victoire initiale des forces islamistes aux élections en Tunisie et en Egypte. Contre ces prophètes de mauvais augure, j'ai fait observer que cela était inévitable, puisque ces élections ont eu lieu peu de temps après le renversement de régimes despotiques, et qu'elles ne pouvaient refléter que le poids des forces politiques déjà organisées dans ces pays. J'avais prédit aussi que la période des fondamentalistes islamiques n'allait pas durer longtemps, compte tenu des racines réelles de ces processus révolutionnaires.

Ces processus révolutionnaires de longue durée sont ancrés dans la réalité sociale de la région, qui est caractérisée par de nombreuses décennies de développement bloqué – un taux de chômage plus élevé, en particulier des jeunes, que dans d'autres régions du monde depuis de longues années. Voilà les causes réelles fondamentales de cette irruption, et tant que ces causes ne seront pas combattues, elle ne s'arrêtera pas. Chaque nouveau gouvernement qui n'apportera pas de solution à ces causes fondamentales échouera.

Il était prévisible que les Frères musulmans (FM) échoueraient – dans mon livre, *Le Peuple veut* [Arles, Actes Sud, 2013], qui a été écrit avant la chute de Morsi en Egypte, j'expliquais que les FM échoueraient inévitablement. Je disais la même chose d'Ennahda en Tunisie, qui fait face actuellement à un mouvement de protestation très puissant qui met en question l'avenir de son gouvernement.

Ainsi, la région connaît un processus au long cours qui, comme tout processus révolutionnaire dans l'histoire, traverse des hauts et des bas, des périodes d'avancées et de reculs – et parfois des périodes ambiguës. Jusqu'ici, l'événement le plus ambigu de tout ce processus a été l'expérience égyptienne récente, où nous avons vu cette mobilisation de masse contre Morsi, le 30 juin, qui représentait une expérience très poussée de démocratie au sein d'un mouvement de masse qui exigeait la démission du président élu, parce qu'il avait trahi les promesses faites au peuple. Mais en même temps – et c'est là que réside bien sûr l'ambiguïté – il y a eu le coup militaire et l'illusion très répandue que l'armée pouvait jouer un rôle progressiste, que ce soit dans les rangs de la gauche au sens large ou dans ceux des libéraux.

Comment ton analyse de la situation actuelle en Syrie s'insère-t-elle dans ce schéma d'ensemble de la situation régionale ?

Il n'y a aucun doute que ce qui s'est développé en Syrie depuis 2011 appartient au même processus révolutionnaire que dans d'autres pays. Il s'agit du même phénomène, alimenté par les mêmes causes – développement bloqué, chômage de masse, en particulier des jeunes.

La Syrie n'est absolument pas une exception – en réalité, c'est l'un des cas les plus aigus de crise éco-



nomique et sociale dans toute la région. Celle-ci découle des politiques néolibérales mises en œuvre par les Assad, père et fils, mais plus particulièrement par le fils, parce qu'il est arrivé au pouvoir, il y a une douzaine d'années, après la mort de son père.

La Syrie est un pays qui a connu une paupérisation massive durant la dernière décennie, spécialement dans les zones rurales ; la misère a crû, atteignant une situation où pratiquement un tiers de la population vit en dessous du niveau national de pauvreté, avec un chômage en hausse. A la veille du soulèvement, les chiffres officiels du chômage, largement sous-évalués, étaient de 15%, et de plus d'un tiers pour les jeunes de 15 à 24 ans.

Il faut resituer cela dans le contexte d'une profonde inégalité sociale, d'un régime corrompu – où le cousin de Bachar al-Assad est devenu l'homme le plus riche du pays, qui contrôle semble-t-il une moitié de son économie. Et il ne s'agit que d'un membre du clan dirigeant, dont tous les éléments engrangent des avantages matériels considérables. Ce clan fonctionne comme une véritable mafia, qui dirige le pays depuis des décennies. Voilà la racine profonde de l'explosion, avec le fait que le régime syrien est l'un des plus despotiques de la région. En comparaison avec la Syrie d'Assad, l'Egypte de Moubarak était un havre de démocratie et de liberté politique !

Ainsi, ce n'a pas été une surprise de voir la Syrie rejoindre le mouvement après la Tunisie, l'Egypte, la Libye, le Yémen, etc. Et cela n'a pas été une surprise pour ceux comme moi qui sont familiers avec la nature du régime syrien, de voir que le mouvement n'a pas pu obtenir ce qu'il a obtenu en Tunisie et en Egypte par des manifestations de masse.

Ce qui est spécifique à ce régime, c'est que Hafez al-Assad (le père) a remodelé et reconstruit l'appareil d'Etat, spécialement son noyau dur – les forces armées – afin de constituer une garde prétorienne à sa solde. L'armée, spécialement ses unités d'élite, est liée au régime de différentes façons, principalement par la manipulation des oppositions religieuses. Même les gens qui n'ont jamais entendu parler de la Syrie auparavant savent maintenant que le régime s'appuie sur une minorité dans le pays, les Alaouites, qui représente environ 10% de la population.

Avec une armée totalement loyale envers le régime, l'illusion (et il y avait beaucoup d'illusions, au début, dans le mouvement) selon laquelle le pouvoir pourrait être renversé simplement par des manifestations de masse était trompeuse. Il était donc inévitable que le soulèvement tourne à la guerre civile, parce qu'un régime de cette nature ne peut pas être renversé sans une guerre civile.

Dans l'histoire des révolutions, les révolutions pacifiques sont en réalité l'exception, et non la règle.

Beaucoup de révolutions, même si elles n'ont pas commencé par une guerre civile, comme la Révolution chinoise, ont conduit très vite à des guerres civiles, comme les révolutions française, russe, etc.

Ceci dit, le régime syrien ne représente que l'une des contre-révolutions auxquelles se confronte le soulèvement syrien, même si c'est de loin la plus meurtrière. Une seconde contre-révolution est alimentée par les monarchies du Golfe, principal bastion de la réaction dans toute la région. Ces monarchies ont répondu aux soulèvements arabes de la seule manière possible, compte tenu que leur parrain, l'impérialisme US, n'était pas en mesure d'intervenir comme une force contre-révolutionnaire face à ces soulèvements. Elles ont essayé de les coopter, de récupérer le mouvement.

Pour les monarchies du Golfe, cela signifie qu'elles allaient s'efforcer de transformer ces révolutions démocratiques et sociales en mouvements dirigés par des forces qui ne sont pas une menace idéologique pour elles. Cela va des Frères musulmans, massivement soutenus par l'Emirat du Qatar, à toutes les variantes de salafismes – des "modérés" au "jihadistes" – appuyés par l'Arabie saoudite ou par divers réseaux wahhabites-salafistes des pays du Golfe.

Ces monarchies ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour promouvoir les développements qui leur étaient les plus favorables au sein du soulèvement syrien – en tournant la révolution démocratique, qui est une menace pour elles, en une guerre confessionnelle. Sur ce point, elles ne se différencient pas de la première contre-révolution – c'est-à-dire du régime.

Au début, la Syrie a connu des manifestations, comme partout dans la région ; des mobilisations très courageuses avec des revendications sociales, démocratiques et non confessionnelles, organisées et menées par des jeunes, connectés entre eux par les réseaux sociaux. Mais dès le premier jour, le régime a affirmé qu'elles étaient menées par Al-Qaïda, exactement comme Kadhafi l'a fait en Libye.

Dans les deux cas, il s'agissait d'un message adressé à l'Ouest. Il disait ainsi à Washington : « *Ne faites pas erreur, nous sommes vos amis, nous combattons le même ennemi, nous luttons contre Al-Qaïda, raison pour laquelle vous ne devriez pas prendre position contre nous, mais nous soutenir* ».

Le régime syrien a fait plus que de lancer une guerre de propagande – il a libéré les "jihadistes" de ses geôles afin de promouvoir ce courant au sein du soulèvement. Dans l'opposition syrienne, on estime souvent que les groupes d'Al-Qaïda sont infiltrés et manipulés par le régime. Ce n'est pas une hypothèse saugrenue : il y a sans doute du vrai dans cela, même si personne ne peut dire à quel point.

Enfin, il y a encore une troisième force contre-



révolutionnaire qui travaille contre le soulèvement syrien : il s'agit évidemment des Etats-Unis – et il faudrait y ajouter Israël. Les Etats-Unis sont contre-révolutionnaires au sens fort du terme, que ce soit par rapport à la Syrie ou à tous les autres pays de la région. Washington ne souhaite le démantèlement d'aucun Etat. Il veut une "transition ordonnée" – que le pouvoir change de mains, mais en garantissant la continuité fondamentale de la structure de l'Etat.

A Washington et à Londres, ils parlent toujours des "leçons de l'Irak" et expliquent qu'ils ont eu tort de démanteler l'Etat baathiste. En effet : ils auraient dû conserver cet Etat et se contenter de déposer Saddam Hussein, et s'ils avaient fait cela, ils n'auraient pas été confrontés à tant de difficultés.

Vous me direz : et la Libye ? Et bien, avant la chute de Kadhafi, j'ai écrit un long article pour expliquer que l'intervention de l'OTAN en Libye visait à coopérer le soulèvement – afin de la guider et de la contrôler pendant que les Occidentaux étaient en discussion avec Saïf al-Islam, le fils de Kadhafi considéré par eux comme le bon membre de la famille régnante. Ils voulaient qu'il obtienne la démission de son père en sa faveur, ce qui aurait tout à fait convenu à Washington, à Londres, à Paris, etc. Mais bien sûr, le soulèvement libyen a bouleversé ces calculs, lorsque l'insurrection de Tripoli a précipité l'effondrement de l'ensemble du régime.

En Syrie, Washington a dit clairement – même pendant la récente crise sur les armes chimiques – : « *Nous ne voulons pas que le régime soit renversé, nous voulons une solution politique* » ; c'est ce qu'Obama appelait aussi, il y a un an, une "solution yéménite".

Que s'est-il passé au Yémen ? Le président Ali Abdullah Saleh, après une année de soulèvement, a cédé sa place, le sourire aux lèvres, à son vice-président, en restant jusqu'ici dans le pays, où il tire encore de nombreuses ficelles. C'est juste une farce – une véritable frustration pour les forces radicales de ce pays. Pour cette raison aussi, c'est loin d'être fini au Yémen, même si on n'en entend plus parler dans les médias occidentaux. Le mouvement continue au Yémen, comme au Bahreïn et dans toute la région.

C'est cette sorte de solution que les Etats-Unis souhaitent pour la Syrie. Ils ne veulent pas intervenir militairement comme ils l'ont fait en Libye. Les menaces récentes sont dues au fait que Washington s'est senti sous pression, la crédibilité d'Obama étant mise en cause après avoir affirmé que l'usage d'armes chimiques franchirait la ligne rouge. Mais même lorsque les USA envisageaient des bombardements, ils expliquaient qu'ils seraient très limités et qu'ils n'affecteraient pas les rapports de force. Le *New York Times* a publié un long article expliquant qu'Israël défendait la même position.

Les puissances occidentales ne vont apporter de soutien substantiel – en particulier militaire – à aucune force de l'opposition, parce qu'elles ne font confiance à aucune de ses composantes. Comme le chef de l'état-major général US, Martin Dempsey, l'a écrit : « *Il ne s'agit pas de choisir entre deux camps en Syrie, mais de choisir un camp contre de nombreux autres. C'est ma conviction que le camp que nous devrions choisir doit être prêt à promouvoir ses intérêts, mais aussi les nôtres, lorsque le rapport de force évoluera en sa faveur. Aujourd'hui, il n'y en a aucun* ».

Tu n'as pas évoqué la Russie en parlant des forces contre-révolutionnaires. Serait-il pertinent de la décrire comme la quatrième colonne ?

Je ne l'ai pas évoquée parce qu'elle est évidemment une force de soutien essentielle au régime d'Assad. Dans ce sens, la Russie de Poutine fait partie de la première colonne et n'en représente pas une quatrième.

Est-ce vrai que son engagement n'a pas seulement un effet matériel important par ses fournitures d'armes à Assad, mais aussi un effet idéologique considérable, parce qu'il désoriente certains de ceux dont on pourrait s'attendre à ce qu'ils soutiennent le soulèvement ?

En fin de compte, le soulèvement syrien a très peu d'amis. Même ceux dont on pourrait s'attendre à ce qu'ils sympathisent avec les révolutions ont une attitude hostile – des gens bernés par la propagande du régime syrien comme par de celle de Moscou décrivent l'ensemble du soulèvement comme "jihadiste".

Certaines personnes regardent la Russie comme s'il s'agissait encore de l'Union soviétique, même si, en termes politiques et sociaux, les Etats-Unis paraissent plutôt progressistes par rapport à la Russie de Poutine : un gouvernement autoritaire, au capitalisme sauvage, avec un taux d'imposition fixe de 13% sur le revenu, des gangsters, des barons de la pègre, etc. Il y a ainsi beaucoup plus de raisons de considérer la Russie comme un pays impérialiste que comme un pays anti-impérialiste. De même, ceux qui croient que le régime syrien est "anti-impérialiste" ne font qu'ignorer l'histoire de ce régime et l'opportunisme pur et simple sur lequel il fonde sa politique étrangère.

La Syrie d'Assad est intervenue au Liban en 1976 afin d'écraser la résistance palestinienne et la gauche libanaise, et d'éviter leur victoire contre l'extrême droite libanaise. En 1983-85, elle a mené ou soutenu des guerres contre les camps palestiniens au Liban. En 1991, elle a combattu dans la guerre en Irak sous commandement US ; elle faisait partie de la coalition menée par les USA. Des années 1990 à 2004, elle a protégé le gouvernement néoli-



béral et pro-américain de Rafic Hariri au Liban. Et tout au long de ces années, sa frontière avec Israël a été la plus sûre et la plus tranquille de toutes les frontières de l'Etat hébreu.

Il n'y a donc aucun élément qui permette de décrire le régime syrien comme "anti-impérialiste". C'est un régime très opportuniste, qui n'hésite pas à changer de camps et d'alliance pour poursuivre ses propres intérêts.

Pouvez-vous dire quelque chose sur l'équilibre des forces au sein de l'opposition syrienne ?

Selon les rapports provenant d'amis de confiance qui ont visité toutes les zones contrôlées par l'opposition, les deux groupes d'Al-Qaïda ne représentent pas plus de 10% des combattants, et les salafistes, probablement 30% environ.

Cela laisse une majorité de forces qui agissent sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL), bien qu'une partie de celle-ci soit aussi pro-islamique. Cela découle du fait que les sources principales de financement des forces syriennes opposées au régime viennent de sources islamistes et sont basées dans le Golfe, des monarchies à divers réseaux religieux.

Pour ce qui est de la résistance populaire non armée, dans sa grande majorité, ses partisans ne sont pas intéressés à l'établissement d'un Etat islamique quel qu'il soit, mais aux aspirations démocratiques et sociales qui sont les objectifs du soulèvement depuis le début.

Pouvez-vous dire quelque chose de l'organisation de la résistance et quelles de ses principales revendications ?

La résistance est très hétérogène. Durant les premiers mois du soulèvement, ses premiers leaders étaient principalement des jeunes, comme partout ailleurs dans la région, qui se coordonnaient au moyen d'internet. Ils s'organisaient au sein de comités de coordination locale (CCL) et défendaient un programme progressiste, démocratique, anti-confessionnel et laïc. En somme, une série de revendications progressistes, que vous ne pouvez pas ne pas soutenir si vous êtes à gauche de l'échiquier politique.

La deuxième étape a été la constitution du Conseil national syrien (CNS) à l'extérieur. C'est une différence majeure par rapport à la Libye, où le Conseil national de transition avait été créé à l'intérieur du pays et reconnu comme légitime par la plupart des forces du soulèvement libyen, bien que, même dans ce cas, il y a eu quelques problèmes. Le CNS a été fondé à l'extérieur par des gens qui n'avaient pas de véritable rôle dans la direction du soulèvement lui-même, mais qui avaient des connections. Il a été créé avec le concours de la Turquie et du Qatar. Les

Emirats ont donné des fonds au CNS, en particulier aux Frères musulmans, qui étaient et restent toujours une composante importante de l'opposition officielle en exil.

Cependant, au sein même du CNS, il y a des composantes de la gauche syrienne, comme le Parti démocratique du peuple, issu d'une scission du Parti communiste syrien. Et les CCL eux-mêmes ont été représentés dans le CNS et ont reconnu son leadership. Là encore, d'un point de vue de gauche, on peut être d'accord sur la majeure partie du programme du CNS – il est démocratique, anti-confessionnel et largement laïc. Bien sûr, on objectera qu'il n'est pas assez social, mais la direction du CNS n'a rien à voir avec la gauche radicale.

Actuellement, le Conseil national syrien a été remplacé par la Coalition nationale syrienne. Cette dernière demeure fondamentalement une coalition de forces dont le spectre est similaire à celui de celles impliquées dans les soulèvements tunisien et égyptien. On ne devrait pas oublier, qu'en Egypte aussi, les Frères musulmans et les salafistes étaient présents dans les soulèvements aux côtés des libéraux et de la gauche.

Puis avec la militarisation de la lutte et la mutation progressive, depuis l'automne 2011, du soulèvement en guerre civile, nous avons assisté à l'émergence d'une ligne dure, islamique "jihadiste", incluant deux groupes qui travaillent sous la bannière d'Al-Qaïda, avec des différences entre eux, ainsi que les groupes salafistes. Parmi les deux groupes affiliés à Al-Qaïda, l'un est largement composé de combattants venant de l'extérieur de la Syrie, et l'autre est principalement syrien – il y a des tensions entre eux. On a aussi observé une augmentation des affrontements entre l'ASL, l'aile armée de l'opposition officielle, et les groupes d'Al-Qaïda.

Il est rassurant de voir que la ligne dure "jihadiste" est toujours plus rejetée par l'opposition dominante, mais on peut aisément comprendre que celle-ci ne puisse mener une guerre sur deux fronts ; elle a déjà assez de problèmes en raison d'un rapport de forces très inégal avec le régime. Malheureusement, il n'y a pas de présence de gauche au sein de la lutte armée. La gauche radicale syrienne est de toute façon très marginale, et la gauche au sens large n'a pas essayé de s'organiser séparément au sein de l'ASL.

Comment l'opposition a-t-elle réagi à la tentative du régime de la présenter comme confessionnelle ?

Elle a répondu de diverses manières, par des prises de position et des proclamations, par des banderoles utilisant des noms de figures historiques alaouites, chrétiennes ou druzes, dans les mobilisations du vendredi, etc.



Le fait est qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les meurtres à caractère confessionnel perpétrés par le régime et ses chabihis – milices –, qui ont commis le plus de massacres de ce type, et les meurtres à caractère confessionnel perpétrés par les forces opposées au régime. Ceux-ci sont le plus souvent commis par des "jihadistes", que je considère comme une autre force contre-révolutionnaire.

Bien entendu, nombreuses sont les personnes peu politisées qui réagissent sur un mode confessionnel à la brutalité du régime. Cela est-il vraiment surprenant ? Il ne s'agit pas d'une armée d'intellectuels marxistes – il s'agit d'un soulèvement populaire sans direction politique capable d'éduquer la population.

Ainsi, il y a des ripostes confessionnelles dans le camp de l'opposition en réaction aux massacres à caractère confessionnel du régime. Nous avons vu la même chose dans la guerre civile libanaise, avec une symétrie bien plus forte de meurtres à caractère confessionnel dans les deux camps – si c'était le critère pour nous déterminer, nous aurions dû rejeter les deux camps de la même façon dans la guerre civile libanaise.

Bien sûr, il faut dénoncer toutes les exactions à caractère confessionnel lorsqu'elles se produisent – et elles sont actuellement dénoncées par l'ASL et l'opposition. Mais on ne devrait pas tomber dans le piège d'ignorer la différence d'échelle entre les massacres à caractère confessionnel perpétrés par le régime syrien et ceux causés par les forces anti-régime.

Quelle relation y a-t-il avec le combat des Kurdes ?

Le régime et l'opposition ont tous deux courtisé les Kurdes au début. Le régime l'a fait, parce qu'il ne voulait pas que les Kurdes rejoignent le soulèvement, et l'opposition parce qu'elle voulait les gagner. Le CNS a inclus dans son programme la reconnaissance du droit des minorités – mais pas au point de reconnaître le droit à l'auto-détermination. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas une demande unanime des Kurdes en Syrie, même si, bien sûr, je serais fortement en faveur de défendre ce droit.

Le mouvement kurde syrien a saisi l'opportunité et pris le contrôle de la zone kurde. La force dominante parmi les Kurdes syriens se revendique du PKK, qui domine la partie du Kurdistan contrôlée par les Turcs, et elle a cultivé des liens avec le régime syrien au fil des ans.

Mais les Kurdes n'interfèrent pas directement avec la guerre civile ; ils sont trop occupés à contrôler leur propre zone en établissant une autonomie de fait comme cela a été le cas en Irak. Je pourrais difficilement imaginer qu'ils perdent cela à l'avenir – c'est un succès pour eux. Ils gardent leur distance par rapport à la guerre civile, hormis lors d'affrontements intermittents avec les "jihadistes".

Comment décrirais-tu la situation dans les zones contrôlées par l'ASL ? Il est clair que la situation humanitaire est un désastre, mais comment la présenterais-tu d'un point de vue politique ?

La situation humanitaire est absolument épouvantable. Dans plusieurs zones où l'opposition a pris le dessus et s'est débarrassée de l'Etat baathiste, des comités locaux démocratiques ont été créés au moyen de sortes d'élections.

C'est définitivement positif, mais c'est en quelque sorte normal, dès lors que l'autorité disparaît d'une localité, de chercher à la remplacer. Il ne faudrait pas dépendre ces comités comme des « soviets » ou quoi que ce soit de ce type – ce serait tout à fait exagéré. Ces structures peuvent représenter un potentiel intéressant à l'avenir, mais en ce moment, elles sont juste des mesures élémentaires d'auto-organisation pour combler un vide de pouvoir créé par l'effondrement des autorités locales.

Comment résumeriez-vous ce que la gauche devrait faire à l'égard de la Syrie ?

Il est vraiment très important d'afficher sa solidarité envers le soulèvement syrien sans hésiter. Si nous croyons au droit du peuple à son auto-détermination, si nous croyons au droit des gens d'élire librement qui bon leur semble, alors, même si le soulèvement était guidé par des forces islamiques, cela ne devrait pas changer notre position – comme cela ne l'a pas changé, par exemple, pour Gaza et le Hamas, ou pour la résistance irakienne, qui était – il est bon de le rappeler – bien plus sous contrôle islamique que tout ce que nous avons en Syrie.

Pour l'ensemble de ces raisons, je pense qu'il est très important d'exprimer sa solidarité avec la révolution syrienne afin de créer des liens avec les progressistes au sein de l'opposition, afin de contrer la propagande du régime et celle de Moscou, et afin de dénoncer la complicité de Washington et de l'Occident avec les crimes contre l'humanité perpétrés en Syrie.

Gilbert Achcar et Terry Conway

P.S.

Traduction de l'anglais par ESSF. Version originale en anglais sur <http://socialistresistance.org>.



Syrie. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'opposition

Aron Lund

5 janvier 2016,

<http://orientxxi.info/magazine/syrie-tout-ce-que-vous-avez-toujours-voulu-savoir-sur-l-opposition,1139>

Si la crise qui s'est aggravée entre l'Iran et l'Arabie saoudite compliquera les efforts internationaux pour l'ouverture de négociations sur la Syrie, l'un des principaux obstacles reste la division de l'opposition dont ont témoigné les trois conférences qui se sont tenues à Damas, dans le Kurdistan syrien et à Riyad.



Participants de l'opposition syrienne à la conférence de Riyad, 10 décembre 2015.
VOA/Saudi Press Agency

La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée pour la première fois à l'unanimité vendredi 18 décembre après presque cinq ans de guerre en Syrie — et qui prévoit une laborieuse feuille de route pour une sortie de crise par étapes de paix avec le régime — a vu le jour après trois conférences de représentants autoproclamés de l'opposition. La première s'est tenue à Damas, la deuxième dans le Kurdistan syrien et la troisième dans la capitale saoudienne, Riyad, principal soutien aux forces anti-régime. Cette résolution laisse entiers le problème du sort du président syrien Bachar Al-Assad et celui de la composition de la délégation de l'opposition aux futurs pourparlers.

Prévues en principe pour la fin janvier, les négociations de paix doivent encore faire face à de nombreux périls liés à l'évolution de la situation politico-militaire, comme l'a montré l'assassinat vendredi de Zahran Allouche, chef de l'un des plus importants groupes djihadistes, Jaish Al-Islam (L'Armée de l'islam), soutenu par l'Arabie saoudite, ainsi que douze dirigeants de sa mouvance, dans l'arrière-pays de Damas. Cet

événement constitue un choc d'autant plus potentiellement déstabilisateur que ce groupe armé était représenté à la conférence de Riyad.

Sous l'œil de Damas

La conférence de "l'opposition patriotique" qui s'est tenue à Damas avec l'agrément des autorités a regroupé quelques anciens opposants modérés, mais la majorité était issue des rangs de réformistes pro-Assad, de personnalités non révolutionnaires de la société civile, de chefs de tribus associés au gouvernement ainsi que d'autres opposants de la même tendance. Réunis sous la houlette de Sawt Al-Dakheel (La voix de l'intérieur), cette conférence a été soutenue par le régime dans le but de décrédibiliser celle de Riyad et de véhiculer l'image d'une soi-disant opposition politique regroupant des personnalités en exil soutenues par des pays étrangers. La réunion de Damas pouvait difficilement être taxée de réellement indépendante du pouvoir, nonobstant la sincérité de certains opposants. L'une des participantes les plus en vue à cette réunion, Majd Niazi, est en effet à ce point proche du gouvernement qu'elle a été discrètement écartée d'une série de négociations récentes organisées par le Kremlin.

Cette conférence a d'ailleurs attiré peu d'attention, à l'exception des médias du régime qui ont surtout mis en exergue les attaques des participants à la réunion de Riyad. L'essentiel des interventions — dont une prononcée par un diplomate iranien — a porté sur la condamnation de l'intervention étrangère en Syrie, selon le compte-rendu d'un journal appartenant à un cousin du président Al-Assad.

La contre-conférence kurde

Cette réunion mérite plus l'appellation d'"opposition" que la précédente, même si la centaine de participants avait peu de choses en commun avec ceux présents à Riyad. Il était prévu au départ qu'elle se tienne à Roumeilan, mais le choix s'est finalement porté sur un lieu près de Derik, connu sous le nom arabe d'Al-Malikiyah.

À l'instar de la réunion de Damas, cette conférence



a également été organisée comme une riposte à celle de Riyad, après l'aboutissement des pressions turques sur l'Arabie saoudite pour empêcher les forces kurdes de Syrie d'y participer.

Depuis 2012, le Kurdistan syrien est sous le contrôle de groupes dirigés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), basé en Irak. Ces groupes sont connus sous divers acronymes lorsqu'ils opèrent en Syrie, mais le plus récent d'entre eux — qui inclut des petits groupements arabes ou syriaques — est une organisation paramilitaire qui répond au nom de Forces démocratiques syriennes (FDS). De fait, le PKK a bien joué depuis le début du conflit syrien. Après avoir muselé ses rivaux, il bénéficie du soutien américain via le FDS tandis que d'autres groupes de sa mouvance, telle l'Union démocratique du Kurdistan (PYD), son parent syrien honni par Ankara, se coordonnent avec Moscou.

Ces groupes et partis entretiennent des relations hostiles avec l'essentiel de l'opposition arabe, y compris bien évidemment les djihadistes. Ceci est toutefois entravé par des relations tendues mais qui fonctionnent tant bien que mal avec le régime de Bachar Al-Assad. Bien qu'opposés à la plupart des participants à la conférence de Riyad, les Kurdes mériteraient d'être associés à d'éventuelles négociations de paix dans l'avenir. Toutefois, en raison de l'hostilité de la Turquie au PKK — quel que soit l'acronyme du jour — ils craignent de rester totalement exclus de tout processus.

Dès lors, afin de contrecarrer l'hostilité d'Ankara et d'assurer une participation dans des négociations de paix, que ce soit au sein de la délégation de l'opposition ou en tant que tierce partie — ce qui serait sans doute préférable —, le PKK a commencé à revoir son approche politique. Il le fait en utilisant son nouveau label de coalition FDS, incluant des non-Kurdes, ce qui lui permet de se présenter comme une alliance nationale d'opposition plutôt que comme un simple groupe ethnique. Ceci permettrait d'outrepasser le veto turc en réunissant d'autres vecteurs d'intérêt, américain, européen, russe, iranien, ainsi que le gouvernement syrien. À cette fin, la conférence de Derik a élu un organe politique de 42 membres : l'Assemblée démocratique syrienne, comprenant des Syriaques et des Arabes.

Au nombre des délégués non membres du PKK et non locaux, une grande majorité semble avoir des liens directs ou indirects avec l'opposant pacifiste et

très actif qui vit en exil en France, Haytham Manna. Intellectuel de gauche et militant des droits humains, cet opposant a récemment rompu avec l'Organe de coordination nationale, une coalition modérée basée à Damas (dont le leadership s'est rapproché de Moscou, et qui a pris part à la conférence de Riyad).

Manna, rejoint par d'autres personnes en exil ou en Syrie, a depuis créé trois nouveaux organismes : son propre mouvement Qamh, le regroupement du Pacte pour la dignité et les droits, et un autre plus large, le Groupe du Caire. Ces trois mouvements étaient présents à Derik.

La conférence de Riyad

Après les hors-d'œuvre, place au plat principal : la conférence de Riyad qui s'est tenue le 10 décembre et qui fut autant acclamée que médiatisée par les organisateurs eux-mêmes, les participants et les pays soutenant l'opposition syrienne.

« *Nous nous félicitons des résultats positifs de la réunion de l'opposition syrienne à Riyad* », a ainsi affirmé le Département d'État dans un message qui saluait également le « *groupe largement représentatif de 116 participants* ».

À l'issue de la réunion, un communiqué final a été adopté, évoquant les principes des négociations futures avec le gouvernement de Bachar Al-Assad. Y figure notamment « *la nature laïque de l'État syrien, sa souveraineté sur tout le territoire de la Syrie sur la base de la décentralisation administrative* ».

Le document s'est également engagé en faveur d'un « *mécanisme démocratique à travers un système pluraliste représentant tous les segments du peuple syrien, hommes et femmes, sans discrimination ou exclusion sur une base religieuse, sectaire ou ethnique* », et organisé via « *des élections justes et équitables* ». Les délégués ont promis d'« *œuvrer afin d'assurer (la pérennité) des institutions de l'État syrien, bien qu'il soit nécessaire de réorganiser la structure et la formation de ses institutions militaires et sécuritaires* ». Le document condamne le terrorisme et souligne le rejet de « *la présence de tout combattant étranger* ».

Concernant les négociations à venir, les délégués ont exprimé leur engagement à s'impliquer dans un processus politique, sous la supervision de l'ONU, comme précisé dans le communiqué de la réunion du 14 novembre à Vienne qui appelle à des négociations syro-syriennes à partir de janvier 2016 et



d'un cessez-le-feu dès le mois de juin. La conférence demande cependant à la communauté internationale d'« *obliger le régime syrien à prendre des mesures pour prouver sa bonne volonté avant le début des négociations* », en mettant fin aux exécutions, à l'attrition des populations et en libérant les prisonniers. Le début du cessez-le-feu est lié à la création d'un gouvernement de transition, tel qu'il a été prévu dans le communiqué de Genève en 2012.

À propos de la question la plus importante, la conférence a insisté sur le fait que « *Bachar Al-Assad et sa clique* » devront quitter le pouvoir au début de la transition, et non à la fin de la période, une exigence par la suite fortement critiquée par la Russie et l'Iran.

Enfin, les délégués se sont mis d'accord pour la création d'un Haut Comité de négociations ayant pour rôle d'élire une équipe de 15 négociateurs qui feront face à la délégation gouvernementale pour décider de l'avenir du pays. Et c'est là, bien entendu, que l'affaire s'est compliquée.

Ahrar Al-Cham se retire

Les réunions de l'opposition sont habituellement marquées par des coups d'éclat, des départs précipités, mais dans ce cas il n'y en a eu que deux. Le premier a été l'annonce de boycott à la dernière minute par Haytham Manna. Mais il était déjà évident que ses alliés se préparaient à se rendre à la conférence kurde. La plupart des participants l'ont ignoré.

Autrement néfaste a été la réaction du puissant groupe islamiste armé, Ahrar Al-Cham, le plus radical des groupes armés présents, lorsque est venu son tour de signer l'accord. Ayant déjà critiqué la participation de groupes pro-russes tels l'Organe de coordination nationale, Ahrar Al-Cham s'en est pris au document remanié dans un sens plus modéré et au Haut Comité de négociations, qu'il voyait comme un organe bourré de factions anti-islamistes, voire quasiment pro-régime.

Les groupes armés présents à la réunion — des groupes de l'Armée syrienne libre (ASL), Ahrar Al-Cham, Jaish Al-Islam et autres — poussaient pour obtenir la moitié des sièges au sein du Haut Comité. Ils n'en ont obtenu qu'un tiers, mais la majorité semblait s'en satisfaire. Cependant, alors que les discussions approchaient de la fin, vers 4 ou 5 heures de l'après-midi, Ahrar Al-Cham a publié un communiqué annonçant son retrait de la conférence. Et suscitant une vive inquiétude, car l'inclusion de ce puissant groupe armé rebelle était un des principaux

objectifs de la conférence.

Différentes interprétations m'ont été fournies de diverses sources sur la chronologie et ce qui s'est réellement passé, mais il apparaît que le délégué du mouvement des Ahrar Al-Cham, Labib Nahhas, l'un des dirigeants politiques les plus connus et considéré comme un modéré, a décidé de rester à la réunion et d'assister malgré tout à la cérémonie de signature à laquelle il a apposé la sienne comme représentant du mouvement, probablement après s'être assuré de l'accord d'un ou plusieurs autres responsables.

Et ce fut le début de la confusion.

Après la diffusion par les médias de la nouvelle selon laquelle Nahhas avait signé le document, plusieurs responsables d'Ahrar Al-Cham (absents de la conférence) ont réagi en confirmant leur décision de ne pas signer. À ce stade, il apparaîtrait — mais cela n'est pas confirmé — que Nahhas n'engageait que sa propre signature alors que le leadership du groupe en Turquie et en Syrie avait opté pour le boycott. Mais d'autres éléments extérieurs auraient également joué dans la confusion dans les rangs d'Ahrar Al-Cham divisés entre faucons et colombes, et dont des dirigeants en Syrie ainsi que le front d'Al-Nosra exerçaient des pressions afin qu'ils s'excluent des négociations de paix. Dans le même temps, le leadership du groupe se trouvait sous la pression de leurs parrains étrangers qui tenaient à leur participation au processus de paix de l'ONU, faute de quoi le mouvement se retrouverait sur la liste noire des groupes terroristes.

Malgré l'incertitude ambiante, il ne fait pas de doute qu'un départ du groupe constituerait un revers pour ceux qui souhaitent qu'une délégation unie et crédible émerge de la réunion de Riyad.

Le Haut Comité de négociations

Aux dernières nouvelles, et bien que rien ne soit encore définitif, le Haut Comité serait composé de 34 membres. Sur ce nombre, neuf sont issus de la Coalition nationale, principale plateforme des opposants politiques en exil, tels son président actuel, Khaled Khodja, son prédécesseur George Sabra, des vétérans de l'opposition comme Riad Seif et Souheir Al-Atassi, Mohammad Farouk Tayfour pour les Frères musulmans, le politicien kurde Abdelhakim Bachar et l'ancien premier ministre Riad Hijab.

Cinq autres membres sont issus de la petite organisation rivale et plus modérée, la Coordination natio-



nale, qui compte dans ses rangs Safwan Akach, politicien communiste et secrétaire général du groupe, ainsi que les vétérans nassériens dissidents Mohamed Hejazi et Ahmed Al-Esraoui. Neuf autres sont classés indépendants bien que plusieurs d'entre eux soient liés à des groupes politiques. On y trouve Louay Hussein, figure alaouite de l'opposition laïque, emprisonné en 2014 pour avoir prédit la chute de Bachar Al-Assad et qui est à la tête du Mouvement pour la construction de l'État syrien, un petit groupe pacifiste, ainsi que Ahmad Jarba, ancien président de la Coalition nationale ayant des liens étroits avec l'Arabie saoudite.

Enfin, onze membres appartiennent aux groupes rebelles armés, contre six lorsque la conférence a commencé, mais on ignore encore comment leurs sièges seront effectivement distribués. Plusieurs noms ont déjà été mentionnés, comme celui de Zahrhan Allouche, qui vient d'être tué, et de Labib Nahhas. Mais il faudra désormais tenir compte des incertitudes de plus en plus grandes liées à l'évolution de la situation politique et militaire et de la partie qui se joue en ce moment, notamment après la mort du chef de la puissante Armée de l'islam.

À cette liste s'ajoutent des représentants de factions de l'ASL, incluant apparemment Bachir Menla du bataillon Jabal Turkman et Hassan Hadj Ali de la brigade de Souqour Al-Jabal.

Dans l'attente de la liste définitive, plusieurs problèmes se distinguent, parmi lesquels le fait qu'un seul Kurde se trouve élu au Haut Comité des négociations. Il s'agit d'Abdelhakim Bachar, un dirigeant de la Coalition nationale très lié au Parti démocratique kurde (PDK) d'Irak et qui soutient son Conseil national kurde.

Militant de la cause nationale kurde depuis des décennies, Abdulbaset Sieda exprime la déception de sa communauté en affirmant qu'il est « *totalelement inacceptable qu'un seul Kurde siège au sein d'un Comité de 33 ou 34 membres* ». Sieda en fait porter la responsabilité en partie au fait que le CNK n'ait pas tenté d'envoyer sa propre délégation à la conférence de Riyad.

« *Chaque délégation avait la possibilité de nommer ses propres représentants après avoir négocié un nombre de sièges au sein du Haut Comité des négociations. La coalition nationale s'est retrouvée avec neuf sièges à sa disposition ; donc nous avons tenté un ticket pluraliste en s'assurant de la nomina-*

tion d'un Kurde, un alaouite, un chrétien, un Frère musulman etc. Parmi les neuf, nous avons désigné Abdelhakim Bachar. »

« *La délégation de l'Organe de la coordination nationale à Riyad comprenait aussi un membre kurde, Khalaf Dahoud — lié au PYD —, mais on ne l'a pas mis dans le quota de cinq personnes. J'ignore pourquoi. De même, il y avait des Kurdes parmi les indépendants, mais là non plus il n'y a pas eu de Kurdes sur ce ticket car ils étaient issus de groupes différents et il leur était impossible de décider à l'avance qui siègerait au sein des huit ou neuf sièges, ce qui aurait nécessité des votes internes* », selon Sieda.

Étant donné qu'il appartient au Haut Comité des négociations de nommer la délégation qui doit discuter avec le gouvernement, il nous reste à espérer qu'il y aura un Kurde parmi les négociateurs, a-t-il dit sans cacher sa déception.

Pour l'heure cependant, le Haut Comité des négociations est très majoritairement arabe, malgré la présence de deux Turkmènes dissidents (Khaled Khodja et Bachir Menla). D'autre part, il y a aussi des représentants des principales minorités religieuses, dont des alaouites (comme Monzer Makhous), des chrétiens (Hind Kabawat), et des druzes (Yahya Qodmani). Les tribus bédouines sont aussi représentées, Salam Al-Meslet étant une importante figure de la tribu des Jabbour et Ahmad Jarba, un des chefs de la confédération orientale des Chammar.

Quant à la regrettable sous-représentation des femmes, à l'exception, pour autant que je sache, de Hind Kabawat et Souheir Al-Atassi, cela tient au rôle qui leur est imparti dans les affaires politiques en Syrie, mais pas seulement dans ce pays.

Aron Lund



Pour aller plus loin

Quelques ouvrages

- **Syrie : le chaos à huis clos** - PASCAL, Gérard, FANTINI, Francesco - PARIS : MEDECINS DU MONDE, 2015/03, 47 P.
- **Infiltrée dans l'enfer syrien** - AMARA, Sofia - [S.I.] : STOCK, 2014/10, 256 P.
- **Les chemins de Damas : le dossier noir de la relation franco-syrienne** - CHESNOT, Christian MALBRUNOT, Georges - PARIS : EDITIONS ROBERT LAFFONT, 2014/06, 397 P.
- **Syrie, pourquoi l'occident s'est trompé** - PICHON, Frédéric - MONACO : EDITIONS DU ROCHER, 2014/05, 132 P.
- **Syrie, la révolution orpheline** - MAJED, Ziad, traduit de l'arabe (Liban) par Fifi Abou Dib - PARIS : SINDBAD-ACTES SUD, 2014/04, 176 P.
- **La mort est ma servante** - PERRIN, Jean-Pierre - PARIS : FAYARD, 2013, 331 P.
- **Pas de printemps pour la Syrie** - BURGAT, François PAOLI, Bruno - PARIS : LA DECOUVERTE, 2013, 356 P.
- **La Syrie de Basha Al-Asad : Anatomie d'un régime totalitaire** - BELHADJ, Souhaïl - PARIS : BELIN, 2013, 464 P.
- **La Syrie et la France** - FEUERSTOSS, Isabelle - PARIS : L'HARMATTAN, 2013, 432 P.
- **Je vous écris d'Alep** - FILIU, Jean-Pierre - PARIS : DENOEL, 2013, 158 P.

Sitographie

- **Coalition Nationale des Forces nationales de l'Opposition et de la Révolution Syrienne** : site de la CNS Coalition Nationale Syrienne
<http://fr.etilaf.org/>
- **Souria Houria (Syrie Liberté)** : Association de soutien à la révolution syrienne. Son but est d'œuvrer pour la démocratie, les libertés et les droits de l'homme en Syrie. A lire *Le conflit syrien pour les "nuls"* du collectif Démocrates Franco-Syriens.
<http://souriahouria.com/>
- **Syria Direct** : Organisation non lucrative de journalistes syriens et états-uniens
<http://syriadirect.org/> (anglais, arabe)
- **Syria Freedom Forever** : Blog dédié à la lutte du peuple syrien consacré à la lutte du peuple syrien pour renverser le régime autoritaire de Assad et pour construire une Syrie démocratique, laïque, socialiste, anti-impérialiste.
<https://syriafreedomforever.wordpress.com/> (anglais, arabe, quelques articles en français)
- **Syria in crisis** : fournit une analyse de la guerre civile et ses conséquences sur la région. Site édité par Aron Lund, chercheur et auteur de plusieurs rapports et livres sur l'opposition syrienne.
<http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/>
- **Syrian Nonviolence Movement** : organisation non gouvernementale créée en 2011 par un groupe de militants syriens prônant la lutte pacifique et la résistance civile comme moyen d'obtenir un changement social, culturel et politique dans la société et l'Etat syrien.
<http://www.alharak.org/>
- **Syrie MDL – Syrie moderne démocratique laïque** : association rassemblant des personnes indépendantes de toute mouvance politique, souhaitant que la Syrie s'engage résolument dans un projet d'avenir, moderne, démocratique et laïc.
<http://www.syriemdl.net/>
- **UNHCR - Réponse Régionale à la crise des Réfugiés en Syrie** : portail Inter agence de partage de l'Information
<http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>
- **VDC - Violation Documentation Center in Syria** : centre documentant les atteintes et violations aux droits humains depuis avril 2011 : publications de rapports hebdomadaires, mensuels et annuels, statistiques, témoignages et bases de données
<http://www.vdc-sy.info/> (anglais, arabe)
- **Zaman Al Wasl** : revue électronique indépendante syrienne de Fathi Ibrahim Bayoud
<https://en.zamanalwsl.net/> (anglais, arabe)



Le **Centre d'information Inter-Peuples** (Grenoble) est une association de solidarité internationale fondée en 1980. Il est membre du RITIMO (Réseau des Centres de documentation et d'information pour le développement durable et la solidarité internationale) qu'il représente dans l'Isère. Son centre de documentation interculturel et international est ouvert au public (du mardi au vendredi de 13h30 à 18h). Il propose une documentation, écrite et audiovisuelle, portant sur tous les pays et peuples du monde, et sur de nombreux thèmes : développement, mal-développement, malnutrition, environnement, relations Nord-Sud-Est, racisme, immigration, droit des étrangers, paix, conflits, désarmement, éducation à la paix et à la citoyenneté...

Ce dossier "**Syrie : désastre humanitaire, chaos politiqueX**", a été réalisé par le Centre d'Information Inter-Peuples. Il entre dans le cadre des dossiers qu'il produit régulièrement. Des dossiers qui proposent, sur un pays, une région du monde, ou un thème donné, un éclairage historique, des données de base et des analyses d'ordre social, économique, politique, culturel. À partir d'articles de presse, d'extraits d'ouvrages, de revues. Avec une introduction du CIIP. Le tout accompagné de nombreuses illustrations. Sont proposés également une bibliographie et une sitographie.

DOSSIERS DE PRESSE ou de **SYNTHÈSE** produits par le CIIP et actuellement disponibles :

- **Yémen : un désastre en cours**, CIIP, septembre 2015, 24 p. / 3 €
- **Du Maghreb au Moyen-Orient, les luttes des femmes pour leurs droits**, CIIP, août 2014, 58 p. / 8 €
- **Lutte des femmes de Ouarzazate (Maroc) contre les dérives du micro-crédit**, Maroc Solidarités Citoyennes - CIIP, décembre 2013, 32 p. / 3 €
- **Iran : Continuité ou changement ? Théocratie ou Démocratie ?** CIIP, novembre 2013, 52 p. / 6 €
- **Maroc, mobilisations populaires et répressions**, Maroc Solidarités Citoyennes et CIIP, mars 2013, 31 p. / 3 €
- **Les enfants de la dictature : "photographie" du Chili contemporain**, Elodie Queffélec - CIIP, janvier 2013, 100 p. / 8 €
- **Indiens Mapuche (Chili, Argentine) : ces gens de la terre**, CIIP, avril 1998 réactualisé en 2013, 48 p.
- **La longue marche des Roms vers la conquête de leurs droits**, CIIP, octobre 2012, 31 p. / 5 €
- **La guerre d'Algérie**, CIIP, 1985 réactualisé en 2012 - 85 p / 8€
- **La décroissance, une idée à forte croissance !** CIIP, janvier 2011, 58 p. / 6 €
- **Razzia sur les terres arables, quelles résistances ?** CIIP, janvier 2011, 27 p. / 5 €
- **Enfants des rues, enfants non reconnus, enfants sans droits**, Maroc Solidarités Citoyennes et CIIP, novembre 2008, 28 p. / 6 €
- **Esclavages d'hier et d'aujourd'hui** CIIP, décembre 1994, réactualisé en 2008 - 120 p. / 8 €
- **Vous avez dit francophonie ?** Actes des rencontres organisées le 27/11/2004 à l'IFTS – Echirolles (38), 2005, 32 p. / 3 €

PUBLICATIONS du CIIP :

- **Paroles de Chiliens de la région grenobloise**, Groupe d'Appui franco-chiliens et CIIP, janvier 1990, réimprimé en 2013, 64 p. / 5 €
- **Paroles maghrébines d'immigrés de Grenoble**, CIIP, 1982, 123 p. / 10 €

CENTRE D'INFORMATION INTER-PEUPLES - Maison des Associations

6, rue Berthe de Boissieux - 38000 Grenoble

Tél. : 04.76.87.59.79

Courriel : ciiip@wanadoo.fr Site web : www.ciiip.fr

